

Travail de fin d'études[BR]- Travail de fin d'études: "Comprendre le processus de désistement par le biais des perceptions des professionnels : penser l'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi au-delà du risque immédiat. Quelle place pour le désistement ?"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Salhi Belkacem, Nora

Promoteur(s) : Mathys, Cécile

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en criminologie à finalité spécialisée en criminologie interpersonnelle

Année académique : 2024-2025

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/23732>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

**Comprendre le processus de désistement par le biais des perceptions
des professionnelles : penser l'accompagnement des jeunes en conflit
avec la loi au-delà du risque immédiat. Quelle place pour le
désistement ?**

Travail de fin d'études présenté en vue de l'obtention du grade de Master en criminologie à finalité
spécialisée

Salhi Belkacem Nora

Année académique 2024-2025

Recherche réalisée sous la direction de madame Mathys Cécile

« Ce qui oriente l'intervention est le risque, photographié à un instant donné, plus que la trajectoire du jeune avec ses antécédents, son histoire et son avenir (Bailleau F. & Cartuyvels Y., 2011) »

REMERCIEMENTS

C'est ainsi que prennent fin ces deux dernières années d'apprentissage, marquées par cette recherche que j'ai menée avec enthousiasme. Un travail qui m'a permis de me dépasser, d'apprendre, de douter parfois, mais surtout de grandir. Ce mémoire a été réalisé avec beaucoup d'émotions, de sincérité, et je lui accorde une valeur toute particulière.

Je tiens à remercier chaleureusement ma promotrice, Madame Mathys, pour son accompagnement attentif, ses retours toujours justes et constructifs, et son regard exigeant, qui ont guidé chaque étape de ce travail. L'aide qu'elle m'a apportée s'est avérée inestimable, tout comme sa disponibilité.

Je remercie également les treize professionnels qui ont accepté de participer à cette recherche. Je les remercie de m'avoir accordé de leur temps, et d'avoir partagé leur expérience avec une telle générosité. Ces entretiens ont été bien plus qu'un simple recueil de données, j'y ai beaucoup appris et les échanges ont souvent dépassé le cadre de l'entretien formel. Ils ont été enrichissants et porteurs, car ils ont permis de nourrir ma réflexion en profondeur.

Un merci tout particulier à mes quatre référentes de la section jeunesse – famille, Bénédicte, Céline, Émilie et Mathilde, ainsi qu'aux magistrats du parquet, pour leur accueil, leur disponibilité et leur bienveillance tout au long de mon stage. Cette expérience m'a permis de confirmer mon engagement auprès des jeunes en conflit avec la loi, avec lucidité, mais aussi avec espoir.

Je souhaite exprimer toute ma gratitude à mes parents, Assma et Lafdil, à mon grand frère Walid, et à mes sœurs Iman, Sara, Meryam et Rihanna, pour leur soutien inconditionnel, leur écoute et leur patience. Vous avez été là, même dans les moments les plus difficiles, lorsque je pleurais de fatigue ou de stress. Votre présence m'a portée.

Merci à Pascale et Audrey, qui ont été bien plus que mes référentes de stage en bachelier, elles sont devenues des amies. Je les remercie pour leurs nombreux messages de soutien, et des encouragements sincères et de leur bienveillance indéfectible.

Merci aussi à mes amis, pour les liens créés au fil de ces années, pour les rires, les discussions, les partages, et tout ce que nous avons construit ensemble. J'espère que cette amitié durera bien au-delà de notre parcours universitaire.

Je souhaite également remercier l'ensemble des enseignants du Master en criminologie de l'Université de Liège, pour la qualité de leurs enseignements, leur engagement et les nombreuses pistes de réflexion qu'ils ont su transmettre tout au long de ces deux années. Leurs cours ont été une véritable source d'enrichissement, et ont largement contribué à façonner ma pensée critique.

Je remercie aussi les membres du jury, pour leur lecture attentive, leur disponibilité, et le temps qu'ils ont accordé à mon travail.

Et enfin, je souhaite me remercier. Pour être allée au bout de ce travail, malgré les doutes et, les remises en question. Pour avoir tenu bon avec sincérité et persévérance.

Table des matières

Résumé

Abstract

Intérêts de l'étude 1

TITRE I. Revue de la littérature 2

Chapitre I. Le désistement : processus, trajectoires, accompagnements 2

1. Comprendre le désistement comme processus dynamique 2

1.1. Définitions et caractéristiques..... 2

1.2. Étapes du désistement (primaire, secondaire, tertiaire)..... 3

1.3. Les principales grilles théoriques (subjective, sociale, intégrative) 4

Chapitre II. Le désistement assisté..... 5

1. Accompagner le changement par le désistement assisté formel..... 5

1.2. Définitions et typologies 5

1.3. Le désistement assisté formel et le rôle des professionnels dans l'accompagnement..... 6

1.4. Défis et leviers de la transformation..... 7

Chapitre III. Perceptions professionnelles et enjeux d'accompagnement..... 8

1. Les jeunes en conflit avec la loi : entre vulnérabilités et représentations..... 8

1.1. La construction sociale de la jeunesse 8

1.2. Profils délinquants et besoins multiples..... 9

2. Justice des mineurs et évolutions institutionnelles 10

2.1. Évolution de la justice des mineurs 10

2.2. Priorités des mesures et effets sur le désistement..... 11

TITRE II. Terrain et démarche de recherche 13

1. Méthodologie 13

2. Constitution de l'échantillon..... 13

2.1. Identification des professionnels pertinents 13

2.2. Critères de sélection des participants..... 13

2.3. Prise de contact et modalités de recrutement..... 14

2.4. Composition de l'échantillon..... 14

3. Guide d'entretien et recueil des données 15

TITRE III. Résultats..... 16

1. Le lien éducatif comme levier 16

2. Le désistement dans les pratiques, sans le nommer 17

3. Accompagner malgré les contraintes 20

4. Le rôle de l'environnement et des ressources périphériques 22

TITRE IV. Discussion 25

1. Un accompagnement qui s'invente dans la relation 25

2. Dire sans nommer : des pratiques intuitives du désistement.....	26
3. Entre engagement sincère et réalité sous contrainte	27
4. Conclusion de la discussion	29
<i>Conclusion générale</i>	30
<i>Limites et perspectives</i>	31
A. Limites de la recherche	31
B. Forces	31
C. Perspectives de recherche.....	32
<i>Bibliographies</i>	33
<i>Annexes</i>	39
Le lien éducatif comme levier (Cf. Tableau 3 et 4)	39
Le désistement dans les pratiques sans le nommer (Cf. Tableau 5 et 6)	42
Accompagner malgré les contraintes (Cf. Tableau 7 ; 8 et 9)	44
Le rôle de l'environnement et des ressources périphériques (Cf. Tableau 10)	48
Arbre thématique	50
Guide d'entretien	52
Fiche de contact.....	56
Justifications des choix institutionnels	57

Résumé

Si la littérature s'intéresse de plus en plus aux processus de désistement, les perceptions des professionnels qui accompagnent les jeunes en conflit avec la loi restent encore peu explorées. Cette recherche vise à comprendre comment ces professionnels perçoivent le désistement et en parlent dans leurs pratiques quotidiennes, au-delà d'une approche centrée sur la gestion du risque. L'objectif est de mettre en lumière les leviers relationnels, les repères mobilisés, mais aussi les contraintes institutionnelles qui influencent leur accompagnement. Une méthodologie qualitative a été adoptée, reposant sur douze entretiens semi-directifs (n=12) menés auprès de professionnels issus de quatre services situés en Wallonie : le tribunal de la jeunesse, le SPJ (Service de protection de la jeunesse), le CCMD (Centre communautaire pour mineurs dessaisis) et le SARE (Service d'actions restauratrices et éducatives). L'analyse thématique des entretiens révèle que le lien humain, la reconnaissance mutuelle et l'implication du jeune dans son propre parcours sont des éléments centraux du processus de changement. Toutefois, l'absence d'un langage commun autour du désistement et le manque de moyens structurels fragilisent cet accompagnement. Cette recherche invite à penser le désistement comme un processus co-construit, qui méritent d'être nommés, valorisés et soutenus au sein des institutions.

Mots clés : *désistement – désistement assisté – interventions formelles – jeunes en conflit avec la loi – pratiques professionnelles – perceptions – justice des mineurs*

Abstract

While the literature is increasingly interested in withdrawal processes, the perceptions of professionals who work with young people in conflict with the law remain little explored. This research aims to understand how these professionals perceive withdrawal and discuss it in their daily practices, beyond an approach focused on risk management. The aim is to shed light on the relational levers and benchmarks used, as well as the institutional constraints that influence their support. A qualitative methodology was adopted, based on twelve semi-directive interviews (n=12) conducted with professionals from four services located in Wallonia (Belgium) : the Youth Court, the SPJ (Youth Protection Service), the CCMD (Community Center for Discharged Minors) and the SARE (Restorative and Educational Action Service). Thematic analysis of the interviews reveals that the human link, mutual recognition and the young person's involvement in his or her own journey are central to the process of change. However, the absence of a common language around withdrawal and the lack of structural resources undermines this support. This research invites us to think of withdrawal as a co-constructed process, which deserves to be named, valued and supported within institutions.

Keywords : *desistance - assisted desistance - formal interventions - young people in conflict with the law - professional practices - perceptions - juvenile justice*

Intérêts de l'étude

Le désistement des jeunes en conflit avec la loi représente aujourd'hui un enjeu majeur, que ce soit sur le plan social ou institutionnel. Alors que les interventions tendent encore souvent à se concentrer sur la gestion du risque immédiat et de la récidive, il est essentiel de réfléchir au-delà de cette logique et de s'intéresser aux processus qui permettent à certains jeunes de se désengager durablement de la délinquance. Penser l'accompagnement au-delà du risque immédiat invite ainsi à explorer les dynamiques de changement et de réengagement social, au cœur du processus de désistement.

Cette recherche explore la perception qu'ont les professionnels du processus de désistement chez les jeunes en conflit avec la loi. Comment ces professionnels comprennent-ils ce concept, et comment cette compréhension influence-t-elle leurs pratiques et leurs interventions ? Leurs perceptions jouent un rôle essentiel dans l'orientation des actions mises en œuvre pour accompagner ces jeunes, car ce qu'ils considèrent comme pertinent ou efficace découle largement de leur interprétation, parfois implicite, des mécanismes de désistement.

Bien que le désistement soit largement discuté dans la littérature scientifique, il demeure encore peu intégré dans certains milieux professionnels (Beck & McGinnis, 2022). Les pratiques sur le terrain sont souvent façonnées par les contraintes institutionnelles, les impératifs organisationnels ou les représentations issues de l'expérience quotidienne, parfois en décalage avec les apports de la recherche. Dans cette perspective, Herzog-Evans (2011, cité par Benazeth, 2023) attire l'attention sur l'enjeu que représente l'appropriation, par les professionnels de terrain, des savoirs sur le désistement et leur intégration concrète dans les pratiques. Cette étude vise donc à analyser l'éventuel écart entre les théories issues de la recherche et leur application concrète dans les pratiques professionnelles.

En mobilisant une méthodologie qualitative, ce travail met en lumière les perspectives variées des acteurs de terrain, afin de mieux comprendre comment ils interprètent et intègrent le concept de désistement dans leurs interventions. L'objectif final est de contribuer à une meilleure articulation entre savoirs scientifiques et pratiques professionnelles, et d'identifier des pistes pour enrichir les approches d'accompagnement, dans une perspective de désistement à long terme.

Cette recherche s'organise en quatre grandes parties. Le **Titre I** constitue le cadre théorique et conceptuel de l'étude. Il présente d'abord les principales approches du désistement, avant d'approfondir la notion de désistement assisté, puis d'aborder les perceptions professionnelles et les enjeux liés à l'accompagnement en contexte institutionnel. Le **Titre II** est consacré à la démarche méthodologique, en détaillant le dispositif d'enquête qualitative menée auprès de professionnels du secteur socio-judiciaire. Le **Titre III** expose les résultats de cette recherche, en mettant en lumière les représentations, les pratiques et les tensions identifiées dans l'accompagnement du désistement. Enfin, le **Titre IV** propose une discussion analytique de ces résultats à la lumière du cadre théorique, suivie d'une conclusion générale qui revient sur les apports, les limites et les perspectives ouvertes par cette recherche.

TITRE I. Revue de la littérature

Chapitre I. Le désistement : processus, trajectoires, accompagnements

1. Comprendre le désistement comme processus dynamique

1.1. Définitions et caractéristiques

Avant de définir le désistement, il convient de s'interroger sur ce qui caractérise une trajectoire délinquante. Tous les jeunes auteurs d'un acte ne relèvent pas nécessairement d'un parcours délinquant. Pour certains auteurs, le désistement concerne surtout des individus ayant connu une certaine régularité ou persistance dans les actes déviants, et dont le changement implique une rupture avec une identité criminelle ou un mode de vie structuré autour de la délinquance (Maruna, 2001 ; Paternoster & Bushway, 2009). Ainsi, un fait isolé ne suffit pas à évoquer un processus de désistement. Ce dernier ne prend sens qu'à partir d'un engagement répété, même partiel, dans des conduites délinquantes.

Le désistement, aussi désigné par les termes de désistance ou de sortie de délinquance (Mathlouthi, 2020 ; Benazeth, 2023), correspond à la diminution ou l'arrêt des comportements délinquants (Mathlouthi, 2020). Il est généralement défini comme un processus évolutif et non linéaire, marqué par des phases de progression, de rechutes et de stabilisation temporaire (Maruna, 2001 ; Laub & Sampson, 2001 ; Villeneuve & al., 2020 ; Altikriti & al., 2023) plutôt que comme un événement unique et définitif (Mathlouthi, 2020). Cette transition est le fruit d'interactions complexes entre des dimensions individuelles, sociales et contextuelles (Benazeth, 2023). Malgré l'intérêt croissant pour ce phénomène, la littérature ne s'accorde pas encore sur une définition univoque ni sur des critères d'évaluation partagés du désistement (Mathloui, 2020).

Le désistement a donné lieu à diverses théorisations, qui permettent d'en saisir les ressorts sous des angles complémentaires : individuels, relationnels ou structurels.

Les théories du désistement :

A) La théorie basée sur le contrôle social informel

En s'appuyant sur les travaux de Sampson et Laub (2001), cette perspective met l'accent sur des « turning points » (points de basculement) dans la vie adulte, tels qu'un mariage stable ou un emploi (Paternoster & al., 2015). Ces liens ou institutions conventionnels exerceraient une « *pression informelle, non judiciaire* » (Benazeth, p.125, 2023), incitant l'individu à changer son comportement par crainte de perdre l'investissement dans ces relations (Benazeth, 2023).

B) Les théories de la transformation cognitive et émotionnelle

Proposées notamment par Giordano (cités par Paternoster et al., 2015), en mettant l'accent sur un changement interne de l'individu, une *transformation cognitive et émotionnelle* (Paternoster & al., 2015 ; Healy, 2014). En effet, l'individu développe une réceptivité aux « hooks » (crochets) externes qui

dirigent son attention vers l'avenir et les réseaux prosociaux, et construit un « self remplacement » (remplacement de soi) conventionnel incompatible avec la criminalité (Healy, 2014 ; Paternoster & al., 2015). Un « *emotional mellowing* » (Healy, p.875. 2014) (attendrissement émotionnel) peut également survenir, réduisant les attachements affectifs au crime (Healy, 2014).

C) La **théorie identitaire du désistement** (TID)

Développée par Paternoster et Bushway (2009), cette approche identitaire du désistement repose sur une logique de choix relationnel et sur la notion d' *agency*, c'est-à-dire la capacité de l'individu à agir sur sa trajectoire. Le processus commence généralement par une réévaluation de soi, où l'individu est confronté à une image redoutée de lui-même (« *fear self* ») et à une image désirée (« *possible self* »), ce qui l'amène à envisager un changement de vie plus conforme à ses aspirations prosociales (Paternoster et Bushway, 2009 ; Paternoster & al., 2015). L'individu, face à la saturation de son identité criminelle, aspire à un changement de trajectoire. Ainsi, la capacité à *imaginer un futur soi crédible* (Healy, p.874. 2014) est considérée comme une différence clé entre les délinquants et les désistants (Healy, 2014). L'adoption d'une identité non délinquante signale ce changement aux autres (Paternoster & al., 2015). Toutefois, King (2012) rappelle que cette capacité d'agir dépend fortement du contexte social et structurel, soulignant ainsi les limites d'une approche purement individuelle.

1.2. Étapes du désistement (primaire, secondaire, tertiaire)

Le désistement est généralement envisagé comme un processus graduel et fluctuant, marqué par des périodes d'interruption, de rechute et de stabilisation progressive (Maruna, 2001 ; Laub & Sampson, 2001 ; Glowacz & Born, 2017 ; Altikriti & al., 2023). Plusieurs auteurs distinguent trois grandes étapes qui permettent de mieux en cerner les dynamiques.

Le désistement primaire correspond à une cessation temporaire des actes délinquants, sans changement identitaire profond. L'individu ne se considère pas encore comme un ex-délinquant (Dufour & al., 2018). Villeneuve et al. (2020) identifient dans ce parcours une phase de séparation, suivie d'une période de transition identitaire, puis d'une phase d'intégration à de nouveaux rôles sociaux.

Le désistement secondaire marque une transformation identitaire : l'individu se reconnaît comme un « ex-délinquant » et restructure ses relations sociales autour de nouvelles normes prosociales (Dufour & al., 2018). Ce processus implique des choix orientés vers le long terme (Paternoster & Bushway, 2009) et peut être soutenu par l'intervention de professionnels, qui encouragent l'émergence de nouvelles préférences, de réseaux prosociaux et d'une projection positive dans l'avenir.

Le désistement tertiaire engage une reconnaissance sociale plus large. Le changement n'est plus seulement personnel, mais s'accompagne d'une intégration communautaire, avec une identité réhabilitée et acceptée (Maruna & LeBel, 2010 ; Villeneuve & al., 2020).

En complément de cette lecture par étapes, LeBlanc et Loeber (1998, cités par Panuccio & al., 2012) proposent une typologie comportementale du désistement : réduction de la gravité des infractions (désescalade), baisse de leur fréquence (décélération), stabilisation à un niveau constant (saturation) ou spécialisation dans un type d'acte (Glowack & Born, 2017). Ces formes montrent que le désistement peut se manifester de manière progressive et hétérogène, selon les parcours individuels.

1.3. Les principales grilles théoriques (subjective, sociale, intégrative)

Après avoir posé les bases conceptuelles du désistement, il apparaît essentiel d'explorer plus en profondeur les principales perspectives théoriques qui tentent d'expliquer ce processus complexe. Trois grandes approches se distinguent : l'approche subjective centrée sur les transformations internes, l'approche sociale mettant en avant les influences externes et l'approche intégrative qui articule ces deux dimensions.

1.3.1. *L'approche subjective : le rôle des transformations internes*

L'approche subjective met l'accent sur les transformations internes à l'individu – cognitives, émotionnelles et identitaires – qui rythment le processus de désistement (Zdun, 2018). Ce dernier est souvent déclenché par un sentiment de saturation ou de rejet de l'identité criminelle (Paternoster & Bushway, 2009 ; Ouellet & al., 2020), et s'accompagne d'une projection vers un avenir perçu comme plus désirable (Healy, 2014).

Ces dynamiques reposent sur l'agentivité, soit la capacité de l'individu à agir intentionnellement pour transformer sa trajectoire (Giordano & al., 2002). Elle s'exprime à travers une redéfinition de soi, une ouverture au changement, et une mobilisation de l'expérience vécue comme levier de sens (Farrall & al., 2011). Des caractéristiques personnelles, telles que la personnalité, l'âge ou les capacités cognitives, influencent également cette réorientation.

Le changement identitaire implique ainsi un processus réflexif intense, renforcé par l'agentivité, la capacité à agir et à orienter ses choix même dans des environnements contraignants (Healy, 2014 ; Benazeth, 2023).

Toutefois, ce processus n'est ni linéaire ni isolé du contexte. Comme le rappelle King (2012), l'agentivité s'exerce toujours dans un environnement contraignant, ce qui explique les rechutes ou les ajustements fréquents. Certaines situations critiques, identifiées comme des « cristallisations du mécontentement » (Baumeister, 1991 ; Kielcolt, 1994), peuvent précipiter une redéfinition identitaire.

Enfin, les émotions jouent également un rôle fondamental dans cette approche. S'abstenir de commettre des actes répréhensibles ne garantit pas toujours une récompense immédiate, ce qui crée une tension constante entre la version actuelle de soi et la version future de soi (Hunter & Farrall, 2018).

1.3.2. *L'approche sociale : la contribution des rôles sociaux et des opportunités externes*

Contrairement à l'approche subjective, l'approche sociale met l'accent sur les influences extérieures au sujet. Le désistement y est perçu comme le fruit d'interactions avec l'environnement : proches, institutions, réseaux sociaux ou contextes structurels (Laub & Sampson, 2003 ; Barry, 2020).

Ces facteurs externes englobent à la fois les politiques publiques, les normes culturelles, les réformes institutionnelles, ainsi que les relations sociales, qu'elles soient familiales, amicales ou professionnelles. Certains événements marquants de la vie peuvent également agir comme déclencheurs dans le parcours de désistement (Farrall & al., 2011 ; Giordano & al., 2002). La théorie du contrôle social informel, développée par Laub et Sampson (2003), met en évidence l'importance des points de basculement, tels qu'un emploi stable ou une relation conjugale durable, qui jouent un rôle de stabilisateurs dans la vie de l'individu, ce dernier cherchant à préserver les investissements réalisés dans ces engagements (Paternoster & al., 2015 ; Benazeth, 2023). Dans le même esprit, Hunter et Farrall (2018) évoquent la notion de « side bites », soulignant que plus l'individu s'attache à des éléments de stabilité, comme sa famille ou sa position sociale, plus il est incité à maintenir un comportement conforme aux attentes sociales. Giordano et al. (2002) proposent quant à eux la notion de « hooks for change », en insistant sur

le rôle des opportunités significatives, qui lorsqu'elles sont saisies, peuvent ouvrir la voie à une réorientation vers un mode de vie pro social.

Cependant, Maruna (2001) et King (2012) remettent en question cette approche en soulignant que les opportunités ne suffisent pas, l'individu doit être en mesure de les saisir.

Enfin, le soutien institutionnel (éducatif, social ou judiciaire) s'avère déterminant pour consolider le processus, notamment à travers le désistement assisté, qui repose sur un accompagnement professionnel actif vers la réinsertion (Benazeth, 2023).

1.3.3. L'approche intégrative : interaction entre dimensions internes et externes

L'approche intégrative propose une lecture globale du désistement, en dépassant l'opposition classique entre dimensions internes et externes du changement. Elle conçoit ce processus comme fondamental relationnel et interactionnel, où les transformations personnelles telles que, la redéfinition de soi, la motivation ou l'agentivité, se construisent en lien étroit avec les ressources, contraintes et opportunités présentes dans l'environnement social (Altikriti & al., 2023 ; Giordano & al., 2002).

Dans cette optique, les facteurs internes et externes s'influencent mutuellement. L'agentivité ne peut se déployer que si certaines conditions sociales sont réunies, tout comme les opportunités extérieures ne produisent d'effets que si l'individu est prêt à les saisir. Le désistement apparaît ainsi comme un équilibre fragile entre intentions personnelles et contextuelles, ce qui explique la diversité et la non-linéarité des trajectoires (Farrall & al. 2011 ; King, 2012).

Cette approche invite à penser le désistement comme le produit d'une coproduction entre l'individu et son milieu. Elle permet de dépasser les lectures centrées exclusivement sur la responsabilité individuelle, sans pour autant nier le rôle actif du sujet. En ce sens, elle constitue un cadre pertinent pour envisager l'accompagnement des jeunes, en articulant les dimensions subjectives de leur vécu aux dynamiques sociales et institutionnelles dans lesquelles ils évoluent.

Chapitre II. Le désistement assisté

1. Accompagner le changement par le désistement assisté formel

Cette recherche s'inscrit dans une lecture du désistement qui met l'accent sur le rôle actif de l'accompagnement professionnel. Plus précisément, elle se centre sur le désistement assisté formel, c'est-à-dire l'accompagnement structuré assuré par des professionnels mandatés (éducateurs, intervenants judiciaires, assistants sociaux), dans un cadre institutionnel.

La littérature distingue en effet plusieurs formes de soutien : le désistement informel repose sur l'aide de l'entourage (famille, amis) ; le désistement environnemental s'ancre dans des contextes favorables (logement, emploi, école) ; enfin, le désistement formel implique une intervention organisée, inscrite dans une logique éducative ou socio-judiciaire, visant à soutenir durablement le changement (Villeneuve & al., 2020)

1.2. Définitions et typologies

Le concept de désistement assisté, encore peu théorisé en criminologie, fait l'objet de définitions diverses, mais complémentaires. Introduit par Sam King (cité par Dufour & al., 2015), il se distingue du modèle correctionnel fondé sur le « what works » en valorisant la complexité, la non-linéarité et la pluralité identitaire du processus de changement (Dufour & al., 2015).

Pour Dufour et al. (2015), le désistement assisté correspond à des interventions qui permettent aux personnes contrevenantes de se redéfinir, d'explorer de nouveaux réseaux sociaux et de développer de nouveaux modes de vie (Dufour & al., 2015 p., 223). L'accompagnement professionnel y joue un rôle central, bien que les modalités concrètes et les perceptions des acteurs restent encore peu explorées (Beck & al., 2022). Dufour & al. (2020), insiste à cet égard sur l'importance de valoriser et d'articuler différentes sources de soutien social afin d'optimiser les chances de *succès* des mesures et interventions (Dufour & al., p., 9. 2020). Selon eux, le désistement est envisagé comme un processus de changement social, dont la *responsabilité est collective* et non exclusivement individuelle.

De leur côté, Villeneuve et al. (2020) insistent sur l'ancrage collectif du désistement, qu'ils considèrent comme un projet social dépassant les simples trajectoires individuelles.

Ces différentes définitions montrent l'importance des interactions sociales dans le processus de désistement assisté. Elles invitent dès lors à interroger la manière dont les professionnels perçoivent leur propre rôle d'accompagnateurs au sein de ce processus.

Barry (2020) identifie trois formes principales de désistement assisté :

- Le désistement assisté par les pairs : Il s'appuie sur le concept de générativité, où d'anciens délinquants devenus mentors mettent à profit leur propre parcours pour soutenir, inspirer ou dissuader d'autres jeunes.
- Le désistement assisté par les professionnels : il s'inscrit dans la continuité des programmes issus de l'approche « what Works », tels que les suivis motivationnels ou les interventions cognitivo-comportementales.
- Le désistement assisté par l'État : il implique une responsabilité structurelle, consistant à lever les obstacles systémiques à la réinsertion des jeunes (accès au logement, à la formation, à l'emploi, ...).

Ces formes permettent d'appréhender la diversité des soutiens mobilisables, tout en soulignant les limites d'une approche exclusivement individualisante.

1.3. Le désistement assisté formel et le rôle des professionnels dans l'accompagnement

Les recherches sur le désistement assisté se sont progressivement centrées sur les conditions qui permettent à une intervention de favoriser le changement, en soutenant l'émergence d'identités positives, l'ouverture à de nouvelles perspectives et l'engagement dans des activités valorisantes (Dufour & al., 2018). Dans ce processus, les professionnels jouent un rôle central en apportant un soutien moral, en renforçant le capital humain et en facilitant l'accès aux ressources sociales nécessaires à la réintégration (McNeill, 2006 ; cité par Benazeth, 2023).

En modifiant l'environnement social des jeunes et en favorisant les contacts avec des pairs prosociaux, les intervenants contribuent activement à la consolidation du désistement. Cette approche s'oppose aux paradigmes plus anciens, comme le « nothing works » des années 1970 ou le « what works » des années 1990, qui ignoraient les dimensions subjectives et sociales du changement (McNeill, 2006 ; Maruna, 2020). À l'inverse, le désistement assisté valorise une posture relationnelle centrée sur l'agentivité et la qualité du lien.

À partir des travaux de McNeill (2006), Maruna (2020), Chouhy et al. (2020), Nugent et Schinkel (2016), Meyers et al. (2017) et Benazeth (2023), plusieurs dimensions clés permettent de mieux comprendre le rôle que peuvent jouer les professionnels dans ce processus :

- Offrir un soutien social concret et émotionnel, à la fois *instrumental* (emploi, logement, accès à des services) et *expressif* (écoute, disponibilité, reconnaissance) (Chouhy & al., 2020 ; Meyers & al., 2017) ;
- Créer une relation de confiance et de légitimité, où le professionnel est perçu comme juste, cohérent et impliqué (McNeill, 2001 ; Maruna, 2020) ;
- Accompagner la transformation identitaire et narrative, en soutenant la construction de « scripts de rédemption » qui permettent au jeune de réinterpréter son parcours et de se projeter dans un avenir alternatif (Maruna, 2001 ; Chouhy & al., 2020) ;
- Faciliter l'accès au capital social et aux opportunités, en agissant comme intermédiaire entre le jeune et les ressources communautaires (Nugent & Schinkel, 2016 ; McNeill, 2006) ;
- Adopter une posture éthique malgré les contraintes du cadre, en valorisant des pratiques basées sur l'équité, la patience et le respect, tout en étant conscientes des logiques institutionnelles parfois contraignantes (Maruna, 2020 ; McNeill, 2006).

Les professionnels ne se contentent donc pas d'appliquer des méthodes standardisées : ils interviennent à la croisée du subjectif et du structurel, du personnel et du collectif. Ce cadre conceptuel constituera le socle de l'analyse des discours recueillis sur le terrain. Il permet également d'interroger la manière dont les professionnels s'approprient les savoirs issus de la littérature, et les traduisent (ou non) dans les pratiques quotidiennes (Herzog-Evans, cité par Benazeth, 2023).

1.4. Défis et leviers de la transformation

Le processus de transformation identitaire à l'œuvre dans le désistement est complexe, lent et souvent non conscient. McAdam (cité par Paternoster & Bushway, 2009) le décrit comme une succession de petites réussites graduelles, tandis que Glowackz et Born (2017) insistent sur le fait que le changement de comportement précède parfois la prise de conscience où l'identité se construit peu à peu à partir de nouvelles actions. Cette perspective s'avère particulièrement pertinente pour comprendre les trajectoires des jeunes en conflit avec la loi.

Pour ceux dont la délinquance est fortement enracinée, le changement identitaire représente un défi majeur. Paternoster et Bushway (2009) rappellent que de nombreux jeunes engagés dans une démarche de changement connaissent des échecs ou des rechutes, qui doivent être considérés comme faisant partie intégrante du processus. Cela suppose, du côté des professionnels, une posture fondée sur la patience, la constance et l'acceptation des incertitudes liées à l'évolution individuelle.

Paternoster et Bushway (2009) soulignent que les professionnels doivent être en mesure d'observer les évolutions identitaires des jeunes, notamment à travers la « cristallisation du mécontentement », le détachement des environnements criminogènes et l'ajustement progressif des préférences de vie. Lebel et al. (2008) rappellent que les états mentaux subjectifs influencent également ce processus et méritent d'être pris en compte.

Les orientations théoriques guident les pratiques professionnelles. Une approche structurelle amène à agir sur l'environnement (Laub & Sampson, 2003), tandis qu'une approche identitaire invite à encourager l'engagement actif du jeune dans des choix de vie alternatifs. Glowackz et Born (2017) plaident pour une articulation de ces modèles, dans une logique intégrée, qui permette d'agir à plusieurs niveaux de la trajectoire.

Les soutiens sociaux, qu'ils proviennent du secteur judiciaire, de la santé ou de l'éducation, sont fondamentaux (Giordano & al., 2002 ; Dufour & al., 2015). Si la motivation individuelle reste décisive, elle ne suffit pas sans les « hooks for change » (grappins au changement) que représentent les

opportunités externes. Benazeth (2023) insiste sur la qualité de ces relations d'aide, qui doivent être stables et cohérentes pour soutenir durablement le changement.

Dans cette perspective, les modèles du contrôle social informel valorisent la continuité des liens sociaux positifs (Laub & Sampson, 2003). Les politiques publiques ont dès lors intérêt à s'appuyer sur les ressources communautaires et scolaires pour favoriser l'insertion et la citoyenneté (Villeneuve & al., 2020).

Les recherches actuelles offrent une lecture plus nuancée des sorties de la délinquance, en croisant les dynamiques personnelles (agentivité, projection de soi) et les contextes sociaux. Elles appellent à repenser les critères de réussite au-delà de la récidive, en y intégrant le bien-être subjectif (Healy, 2014) et en valorisant les perceptions et pratiques professionnelles, qui sont au cœur du présent travail de recherche.

Chapitre III. Perceptions professionnelles et enjeux d'accompagnement

1. Les jeunes en conflit avec la loi : entre vulnérabilités et représentations

1.1. La construction sociale de la jeunesse

La jeunesse ne constitue pas une catégorie naturelle ou strictement biologique. Elle est avant tout une construction sociale, historique et politique (Mathys, 2024). Autrement dit, ce que l'on entend par « jeune » varie selon les époques, les cultures, les institutions et les finalités poursuivies. Cette perspective invite à dépasser les critères purement chronologiques pour comprendre les multiples fonctions attribuées à la jeunesse dans la société.

Sur le plan historique, Gros. G. (2010) montre que la notion moderne d'adolescence est relativement récente. Au Moyen Âge, les jeunes étaient intégrés très tôt dans le monde adulte, notamment à travers l'apprentissage. Ce n'est qu'à partir du XIXe siècle, avec l'essor de la scolarisation et de l'institutionnalisation de l'enfance, que les jeunes ont été progressivement isolés dans un univers spécifique (l'école), marquant la jeunesse comme une période économique et morale (Gros, 2010).

Dans une perspective sociologique contemporaine, Longo (2016) propose de penser la jeunesse au croisement de trois temporalités :

- L'âge chronologique, qui se réfère au nombre d'années écoulées depuis la naissance ;
- L'âge statutaire, défini par les institutions (ex. : majorité pénale ou civile) ;
- L'âge vécu, qui reflète la manière dont les jeunes se perçoivent eux-mêmes dans leur parcours.

Cette approche souligne que l'appartenance à la catégorie « jeune » n'est pas seulement déterminée de l'extérieur, mais aussi par l'expérience subjective et les trajectoires individuelles. Elle plaide ainsi pour une prise en compte de la diversité des parcours dans l'élaboration des politiques publiques, et en particulier des dispositifs judiciaires ou éducatifs.

Mathys (2024) renforce cette lecture en distinguant trois étapes du développement psychosocial :

- La puberté (11-14 ans), marquée par des bouleversements cognitifs et émotionnels ;
- La phase de sociabilité (15 – 17 ans), où les relations entre pairs deviennent centrales ;

- La quête identitaire (18 – 21 ans), moment de construction du soi et d'autonomisation progressive.

Cette différenciation rappelle que la jeunesse n'est pas une période homogène, et que les pratiques d'accompagnement doivent s'adapter aux besoins développementaux spécifiques à chaque âge.

Cette diversité est d'autant plus importante dans le champ socio-judiciaire. Par exemple, en Belgique, l'âge de discernement est fixé à 13 ans, critère essentiel dans l'accès à certains dispositifs, comme la justice restauratrice (Filippi, 2023). Par ailleurs, la loi du 15 mai 2006 prévoit la possibilité de prolonger certaines mesures éducatives jusqu'à 23 ans en cas de faits graves commis avant la majorité (art. 42 modifié)¹. Cela témoigne d'une reconnaissance institutionnelle du caractère progressif de la maturation et de la nécessité d'un accompagnement adapté au-delà de 18 ans.

Les débats sur l'abaissement de l'âge de la majorité à 16 ans illustrent bien l'ambivalence des représentations sociales de la jeunesse. Huyette (2017) rappelle que, même si certains jeunes peuvent sembler matures, la plupart n'ont pas atteint la stabilité émotionnelle ou cognitive nécessaire à une pleine responsabilité pénale, ce qui justifie le maintien d'un accompagnement éducatif renforcé.

Cette tension est aussi perceptible dans les réformes politiques. La réforme de la protection de la jeunesse en Belgique (2004 – 2006) illustre les débats entre une logique de protection du jeune et une logique de responsabilisation, parfois contradictoires (Cartuyvels & al., 2009). Certains acteurs institutionnels affirment que les jeunes sont aujourd'hui « plus vite matures », tandis que d'autres insistent sur leur vulnérabilité persistante (Daadouch, 2007 ; Nagels & al., 2007).

Dans le cadre de cette recherche, la notion de « jeune » ne se limite pas aux mineurs au sens juridique, mais inclut aussi de jeunes adultes sous surveillance judiciaire, comme ceux accompagnés dans des dispositifs tels que le CCMD (Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis). Cela permet de prendre en compte des situations de dessaisissement, ou de prolongation de mesures au-delà de la majorité. Ce public se situe dans une zone grise entre protection et sanction, ce qui justifie une attention particulière à leur niveau de discernement, leur vulnérabilité et leur potentiel changement.

Enfin, la littérature sur le désistement, notamment chez Dufour et al. (2024), élargit cette définition en s'intéressant à des jeunes jusqu'à 35 ans, soulignant que la sortie de la délinquance n'est pas toujours linéaire ni liée à l'âge légal. Cela rejoint les constats de Mathys (2024) sur la maturité psychosociale, qui continue à se développer bien au-delà de 18 ans. Cette conception renforce l'idée qu'un accompagnement ajusté, souple et individualisé, est indispensable pour soutenir les trajectoires de désistement de jeunes à des stades variés de développement.

1.2. Profils délinquants et besoins multiples

Les jeunes en conflit avec la loi, en raison de leur âge et de leur statut transitoire, sont souvent marginalisés dans leur processus de désistement. Ce processus est fréquemment perçu, tant par les professionnels que par les acteurs décisionnaires, comme une démarche essentiellement individuelle, centrée sur la volonté du jeune de changer (Barry, 2020). Ce constat traduit une tendance des politiques sociales à individualiser la responsabilité du désistement, au détriment d'une prise en compte des facteurs structurels et contextuels.

Pourtant, Dufour et al. (2020) soulignent que les adolescents engagés dans des trajectoires de délinquance grave, sérieuse et chronique nécessitent un accompagnement spécifique. Celui-ci doit

¹ Loi du 15 mai 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction, *Moniteur Belge*, 2 juin 2006.

associer un suivi pénal rigoureux à la mise en place d'un filet de sécurité autour du jeune, afin de soutenir la construction d'un projet de vie structurant. Dans cette optique, il est nécessaire d'évaluer non seulement la gravité et la fréquence des infractions, mais aussi le moment des récidives et les facteurs externes susceptibles d'expliquer des évolutions (Dufour & al., 2018).

Les travaux de Moffit (1993) distinguent deux profils de jeunes délinquants : ceux dont la délinquance est chronique et persistante, et ceux dont les comportements sont limités dans le temps et moins graves. Ces différences appellent des interventions différenciées, adaptées aux trajectoires et aux besoins spécifiques.

Dans ce contexte, les intervenants psychosociaux jouent un rôle clé. Leur relation régulière et de proximité avec les jeunes les positionne comme témoins privilégiés du processus de désistement (Villeneuve & al., 2020). Glueck et Glueck (1950, cités par Benazeth 2023) identifient également la maturation retardée comme un facteur explicatif de la persistance dans la délinquance.

Ces vulnérabilités, qu'elles soient économiques, sociales, psychologiques ou liées à un parcours scolaire difficile, peuvent constituer de véritables freins au désistement. Lorsqu'un jeune perçoit qu'il n'a « rien à perdre », il peut rejeter les alternatives prosociales proposées, rendant l'intervention plus complexe (Benazeth, 2023 ; Giordano & al., 2002). Ces obstacles peuvent limiter l'accès ou l'adhésion aux opportunités pourtant disponibles, notamment lorsque le changement apparaît comme irréaliste ou peu désirable (Villeneuve & al., 2020 ; Glowackz & Born, 2017).

2. Justice des mineurs et évolutions institutionnelles

2.1. Évolution de la justice des mineurs

L'émergence de la délinquance juvénile comme préoccupation des pouvoirs publics (Mucchielli, 2018) est initialement liée aux transformations socio-économiques majeures. Les réformes de la justice des mineurs ont fluctué, au fil des décennies, entre une approche de protection et une approche de responsabilisation, reflétant des perceptions changeantes de la jeunesse (Cartuyvels & al., 2009). En Belgique, la législation du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, suivent les objectifs d'éducation, de responsabilisation et de réinsertion sociales ainsi que la protection de la société² (Titre préliminaire, point 3, loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse).

Historiquement, la Belgique a adopté un modèle protectionnel inspiré du welfarisme pénal, considérant l'acte délinquant comme le symptôme d'un problème social ou éducatif devant faire l'objet d'une prise en charge adaptée (Cartuyvels & al., 2009 ; Bailleau & Cartuyvels, 2011). Dans cette perspective, le désistement était implicitement associé à la réintégration sociale et à la réussite des mesures de protection. Mais dès les années 1980, ce modèle a été critiqué : on lui reprochait un *excès de déresponsabilisation* et un *manque de reconnaissance des droits des victimes* (Nagels & al., 2007 ; Cartuyvels & al., 2009). Ces critiques ont conduit à plusieurs réformes progressives, dont un tournant majeur en 2006. Plus récemment, la réforme de 2018³ a poursuivi cette évolution, en réorganisant le cadre juridique de l'Aide à la jeunesse et de la protection des mineurs en Fédération Wallonie-Bruxelles, en introduisant de nouveaux dispositifs et en réaffirmant les principes d'individualisation, de responsabilisation et de cohérence des parcours.

² Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, Moniteur belge, 15 avril 1965, titre préliminaire, point 3.

³ Décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, *Moniteur belge*, 21 mars 2018.

Cette réforme introduit un équilibre entre protection, réparation et sanction, en mettant l'accent sur l'offre restauratrice comme priorité d'intervention (Nagels & al., 2007). Ces dispositifs, tels que la médiation et la concertation restauratrice, sont institutionnalisés⁴ (art.37bis, loi du 8 avril 1965), transformant la manière dont les professionnels perçoivent le désistement. Dès lors, il ne s'agit plus seulement de cesser les actes délinquants, mais aussi d'assumer la responsabilité de ses actes et de réparer le préjudice (Walgrave & Zinsstag, 2014). Ce cadre responsabilisant incite les jeunes à devenir acteurs de leur réinsertion (Bailleau & Cartuyvels, 2011). Le projet écrit⁵ proposé par le mineur (art.36. §2ter, loi du 8 avril 1965) constitue à ce titre un exemple concret de cette dynamique. Il engage le jeune dans une réflexion active sur ses actes, ses motivations et les engagements qu'il souhaite prendre dans une perspective de réparation et de changement.

Cependant, cette évolution a aussi limité la marge de manœuvre des professionnels, soumis à un cadre procédural plus strict (Martin-Chenut, 2012). Par ailleurs, la pénalisation accrue de certains comportements et l'extension du dessaisissement vers la justice des adultes soulèvent des questions sur leurs effets. Nous avons d'une part des mesures qui peuvent inciter à un changement par crainte des sanctions et d'autre part, elles risquent de renforcer la stigmatisation et la marginalisation des jeunes (F-Dufour & al., 2024). Ces tensions reflètent les logiques ambivalentes du système, en alternant entre protection, responsabilisation et contrôle social.

La réforme de 2006 a été qualifiée de passage vers un « welfarisme pénal actif », mettant l'accent sur la responsabilisation individuelle du mineur (Bailleau & Cartuyvels, 2011). Pourtant, l'influence du modèle protectionnel perdure dans la pratique des professionnels, qui restent attachés à une philosophie éducative et protectrice (Filippi, 2023). Le système belge apparaît ainsi comme un modèle hybride, mêlant différentes logiques et imposant aux professionnels de naviguer entre ces cadres parfois contradictoires (Cartuyvels & al., 2009).

2.2. Priorités des mesures et effets sur le désistement

La justice des mineurs belge accorde une priorité aux mesures restauratrices, qui influencent la manière dont les professionnels et les jeunes eux-mêmes perçoivent le désistement (Cartuyvels & al., 2009). Parmi celles-ci, la médiation et la concertation restauratrice en groupe (CRG) sont mises en avant comme des outils favorisant à la fois la responsabilisation du jeune et la reconnaissance de la victime⁶ (art.37bis. §1^{er}, loi du 8 avril 1965 ; Walgrave & Zinsstag, 2014). Lorsque ces dispositifs ne sont pas retenus ou échouent, d'autres mesures peuvent être proposées, telles que le projet écrit⁷, qui permet au jeune d'exprimer son engagement dans un processus de changement (art.36. §2ter, loi du 8 avril 1965 ; Cartuyvels & a., 2009).

Les mesures en milieu ouvert visant à maintenir les liens sociaux et à mobiliser les ressources communautaires favorisent l'intégration et l'engagement dans un processus de désistement (F-Dufour & al., 2024). À l'inverse, les placements en régime fermé, bien qu'offrant un cadre structurant, peuvent renforcer l'identification à une identité délinquante et compliquer le retour à une vie pro sociale (Cartuyvels & al., 2009). Dans ces contextes institutionnels, la qualité des relations entre professionnels et jeunes devient déterminante pour que le mineur puisse se projeter dans un avenir différent (F-Dufour & al., 2024).

⁴ Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, *Moniteur belge*, 15 avril 1965, article 37bis.

⁵ Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, *Moniteur belge*, 15 avril 1965, articles 36, §2ter.

⁶ Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, *Moniteur belge*, 15 avril 1965, article 37bis §1^{er}.

⁷ Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, *Moniteur belge*, 15 avril 1965, articles 36, §2ter.

Enfin, la littérature insiste sur le rôle des opportunités et des soutiens sociaux dans le désistement (Giordano & al., 2002 ; F-Dufour & al., 2024). La manière dont les mesures judiciaires sont perçues par les jeunes – comme justes, réparatrices ou punitives – influence leur motivation à changer et leur capacité à s’engager dans un processus de transformation identitaire (Walgrave & Zinsstag, 2014). Les professionnels doivent donc adopter une approche flexible et individualisée, adaptée aux besoins spécifiques de chaque jeune⁸, afin de maximiser les chances de réussite du désistement (art.37. §1^{er}, 1^o à 6^o, loi du 8 avril 1965).

En définitive, l’évolution du cadre juridique belge et la complexité des profils des jeunes en conflit avec la loi ont profondément transformé la manière dont les professionnels perçoivent et accompagnent le désistement. Entre protection, responsabilisation et réparation, ces pratiques doivent s’adapter à un modèle hybride, combinant différentes logiques d’intervention. La priorité des mesures judiciaires et la diversité des approches imposent aux professionnels une réflexion continue sur l’efficacité et l’impact des dispositifs mobilisés. La reconnaissance du désistement ne peut dès lors se limiter à l’absence de récidive. Elle doit être envisagée comme un processus dynamique, impliquant la réintégration sociale, la transformation identitaire et la mobilisation de ressources adaptées aux besoins des jeunes.

⁸ Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, *Moniteur belge*, 15 avril 1965, article 37bis §1^{er}, 1^o à 6^o.

TITRE II. Terrain et démarche de recherche

1. Méthodologie

Ce travail s'inscrit dans une démarche qualitative, adaptée à l'étude de phénomènes sociaux complexes. L'objectif est de comprendre en profondeur les représentations et les pratiques des professionnels de terrain concernant le processus de désistement chez les jeunes en conflit avec la loi (Anadón & Guillemette, 2007 ; Anadón & Zajc, 2009). Il ne s'agit pas ici de tester des hypothèses, mais de saisir les significations attribuées par les acteurs à leur propre posture, à leurs stratégies d'accompagnement, ainsi qu'au phénomène de désistement lui-même (Anadón & Guillemette, 2007).

Si les premières recherches sur le désistement reposaient essentiellement sur des méthodes quantitatives (Benazeth, 2023), les travaux plus récents mobilisent de plus en plus des approches qualitatives, permettant une lecture fine des trajectoires individuelles et des dynamiques de transformation (Benazeth, 2023 ; Hunter & Farrall, 2018). Dans cette perspective, les entretiens semi-directifs ont été choisis comme méthode de recueil, car ils permettent de recueillir un matériau discursif riche, nuancé et contextualisé, indispensable à l'analyse des perceptions professionnelles. Ce choix repose également sur leur capacité à faire émerger des catégories de sens à partir de la parole des participants (Blais & Martineau, 2006).

L'analyse de ces données s'est appuyée sur l'analyse thématique, une méthode de traitement des données qualitatives bien établie, particulièrement adaptée à l'étude de contenus verbaux. Selon Braun et Clarke (2006), l'analyse thématique permet d'identifier, d'organiser et d'interpréter les thèmes émergents au sein d'un corpus, sans imposer de cadre théorique préalable. Elle offre une souplesse méthodologique, tout en assurant une rigueur dans le traitement et l'interprétation des données. Cette méthode est particulièrement pertinente lorsque l'on cherche à comprendre les expériences subjectives et les significations attribuées par les acteurs, comme c'est le cas ici. L'analyse a suivi les étapes proposées par les auteurs (Braun et Clarke 2006) : familiarisation avec les données, codage initial, recherche et regroupement des thèmes, affinage et structuration de l'arbre thématique, puis rédaction analytique.

2. Constitution de l'échantillon

L'échantillon a été ciblé selon les principes de l'échantillonnage non probabiliste, privilégiant une diversification intergroupe (différents types de professionnels) et intragroupe (variété des expériences et des approches).

2.1. Identification des professionnels pertinents

La première étape a consisté à identifier, via une analyse de la littérature, les profils professionnels susceptibles d'être impliqués dans le processus de désistement des jeunes en conflit avec la loi. Cela a permis de cibler les services travaillant directement avec cette population (cf. Annexe).

2.2. Critères de sélection des participants

Les participants ont été sélectionnés selon des critères stratégiques garantissant une diversité de perspectives :

- A) Critères primaires : professionnels assurant un suivi direct des jeunes en conflit avec la loi.
- B) Critères secondaires : expérience dans l'accompagnement et la réinsertion des jeunes.

C) Critères tertiaires : diversité des lieux d'intervention dans l'Aide à la jeunesse.

2.3. Prise de contact et modalités de recrutement

Le recrutement des participants s'est fait en plusieurs étapes, via différents canaux :

- Envoi de courriel aux institutions concernées, accompagné d'une fiche d'information (cf. Annexe) détaillant les objectifs de la recherche ;
- Appels téléphoniques pour expliquer la démarche et répondre aux interrogations des professionnels ;
- Prises de contact en présentiel, notamment lors de mon stage, ce qui a facilité les mises en relation et le recrutement.

L'objectif initial était d'obtenir entre 10 et 15 participants, avec un échantillon diversifié pour garantir une pluralité de points de vue.

2.4. Composition de l'échantillon

L'échantillon final est composé de douze professionnels (n=12) issus de services actifs dans l'accompagnement de jeunes en conflit avec la loi. Un pré – test (P01) a été réalisé en amont des entretiens afin de vérifier la clarté, la cohérence et la pertinence du guide d'entretien. Cette étape nous a permis d'évaluer plusieurs éléments essentiels : la durée moyenne de l'échange, la compréhension des questions par le participant, ainsi que la fluidité de l'entrée en matière et du déroulement de l'entretien. Ce pré – test a été mené auprès d'un professionnel expérimenté dans le secteur de l'aide à la jeunesse, ce qui nous a permis de bénéficier d'un retour éclairé sur la posture adoptée et la formulation des thématiques abordées.

Les participants proviennent de quatre types de structures situées en Wallonie : le tribunal de la jeunesse, le Service de Protection de la Jeunesse (SPJ), le Centre Communautaire pour Mineurs Dessais (CCMD), et le Service d'Actions Restauratrices et Éducatives (SARE) (Cf. Tableau 1).

Afin de garantir l'anonymat, les fonctions précises des professionnels ne sont pas mentionnées. En effet, dans le contexte relativement restreint des réseaux de l'Aide à la jeunesse en Wallonie, il existe un risque d'identification si ces éléments étaient divulgués⁹. Les participants sont désignés par un code alphanumérique (P02 à P13) attribué selon l'ordre chronologique des entretiens, indépendamment de leur fonction ou de leur institution.

Tableau 1 : Présentation synthétique des participants par service interrogé

Code du participant	Service interrogé	Nombre de participants
P03 ; P05 ; P06 ; P07	Tribunal de la Jeunesse	4
P10 ; P11 ; P12	Centre communautaire pour mineurs dessais (CCMD)	3
P02 ; P04	Service de protection de la jeunesse (SPJ)	2
P08 ; P09 ; P13	Service d'Actions restauratrices et éducatives (SARE)	3

⁹ C'est dans cette optique de protection de l'identité des participants, en lien avec les risques de reconnaissance dans des milieux professionnels interconnectés, que les retranscriptions des entretiens ont été entièrement anonymisées.

3. Guide d'entretien et recueil des données

Le guide d'entretien (cf. Annexe) a été élaboré à partir de cinq axes thématiques principaux (Cf. Tableau 2), construits sur la base de la littérature scientifique portant sur le désistement, le désistement assisté et l'accompagnement éducatif. Ces axes ont permis de structurer la trame des entretiens tout en préservant une liberté d'expression, afin de laisser émerger des éléments inattendus ou spécifiques à chaque professionnel.

L'analyse des entretiens a été menée selon une approche thématique construite, au sens de Braun et Clarke (2006), c'est-à-dire orientée par des repères théoriques, mais suffisamment souples pour intégrer les nuances, les tensions et les variations présentes dans les discours. Les cinq axes initiaux ont ainsi servi de base pour le codage, sans enfermer l'interprétation, permettant l'identification de huit thèmes consolidés dans l'arbre thématique final.

Tableau 2 : Exemples de thèmes

Axe thématique
Parcours et perceptions générales du jeune en conflit avec la loi
Compréhension et perceptions du processus de désistement
Facteurs et stratégies favorisant le désistement
Accompagnement professionnel et perception du désistement assisté
Recommandations et perspectives

Avant chaque entretien, les participants ont été informés des objectifs de la recherche, des modalités de participation, ainsi que des garanties en matière de confidentialité, conformément aux exigences du RGPD. Un formulaire de consentement éclairé leur a été remis, en précisant la nature de l'étude, l'usage prévu des données, ainsi que leurs droits en tant que participants.

La participation reposait sur une démarche strictement volontaire. Les professionnels pouvaient accepter ou refuser l'entretien sans justification, et pouvaient à tout moment interrompre l'entretien ou retirer leur consentement, sans conséquence. Ce cadre éthique visait à instaurer une relation de confiance et à respecter l'autonomie des personnes interrogées, dans une logique de transparence et de non-contrainte.

Les entretiens ont été menés en présentiel ou à distance (visioconférence- Teams), en fonction des disponibilités des participants. Leur durée variait entre 20 minutes à 90 minutes, en fonction des contextes institutionnels. Certains entretiens ont été plus courts, notamment dans le cadre du tribunal de la jeunesse, en raison des contraintes liées à la charge de travail et aux jours de garde.

TITRE III. Résultats

L'analyse repose sur une approche thématique construite, au sens de Braun et Clarke (2006), combinant des repères théoriques issus de la littérature avec une ouverture aux significations émergentes issues des propos recueillis. Ce traitement a permis d'identifier huit thèmes principaux, organisés au sein d'un arbre thématique (cf. Annexe). Ce schéma, présenté en annexe, offre une visualisation de l'articulation générale entre les thèmes et les sous-thèmes, ainsi que des relations transversales qui les traversent.

Pour faciliter la lecture, les verbatim complets regroupés par sous – thèmes sont également disponibles en annexe (Cf. Tableau 3 à 10). La présente section en propose une synthèse analytique, en reprenant des extraits significatifs issus de ces tableaux, tout en mettant en lumière les grandes lignes de force, les tensions et les nuances exprimées par les professionnels interrogés.

1. Le lien éducatif comme levier

Les participants interrogés (n=12) soulignent l'importance du lien éducatif dans l'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi. Ce lien, qui repose sur la confiance, l'écoute active, la présence constante et une posture professionnelle ouverte et non jugeante, est considéré comme un préalable indispensable à toute mobilisation (Cf. Tableau 3). Il constitue un point d'ancrage relationnel qui peut déclencher une dynamique de réflexion, de responsabilisation et, parfois, de transformation.

L'analyse des entretiens montre que 11 participants sur 12 mentionnent explicitement l'importance du lien éducatif dans leur manière d'accompagner les jeunes en conflit avec la loi. Ce lien est décrit comme une relation de confiance, de présence, d'écoute et de constance, comme indispensable pour établir un cadre de travail.

Plusieurs professionnels insistent sur le fait que cette relation doit être installée dans la durée et repose sur une présence régulière. Un participant indique à ce sujet :

« Je leur dis toujours, je suis les yeux et les oreilles du juge (...) et transparence, écoute, essayer de comprendre au-delà (...) moi quand un jeune se retrouve en IPPJ je vais le voir je n'attends pas dans mon bureau, il faut que je garde le lien. » (P04, p.9 et 24 du verbatim)

Un autre participant évoque l'importance d'un lien humain :

« Ici c'est le lien (...) on travaille dans l'humain, avec des jeunes qui ont des choses à vous raconter, des choses qu'il a envie, de l'aide (...) c'est plutôt une relation de confiance que j'ai avec eux. » (P12, p.4 du verbatim)

Dans les discours, le lien éducatif est régulièrement présenté comme une base nécessaire pour engager un travail avec le jeune (cf. Tableau 3). Ce qui ressort également des entretiens, comme un élément complémentaire au lien éducatif, est la posture professionnelle adoptée par les intervenants. 10 participants sur 12 soulignent que la manière dont ils se positionnent face au jeune, notamment par son ouverture et son positionnement dans la relation influence directement la qualité du lien et la possibilité d'un accompagnement. Certains insistent sur la nécessité d'un positionnement clair, à la fois ferme et bienveillant, comme le rappelle un participant :

« (...) plus je suis moi-même avec les jeunes, plus je crée le lien (...) il faut une forme de transparence, il faut gommer un peu le côté intervention (...) il faut un peu d'humilité, un peu du naturel. » (P09, p.31 et 32 du verbatim)

D'autres insistent sur le cadrage, l'exemplarité ou la cohérence éducative, tout en restant disponibles :

« (...) Je dis les choses, je suis claire dès le départ 'je t'explique ce que je ferai si tu fais ça, mais je suis là aussi si tu veux en parler'. » (P13, p.23 du verbatim)

Ces éléments montrent que, pour une grande majorité des professionnels interrogés, la posture n'est pas secondaire, elle est perçue comme un outil de travail à part entière, qui crée les conditions d'un lien éducatif durable (cf. annexe pour d'autres verbatim du Tableau 3).

En prolongement de cette logique, les professionnels insistent également sur l'importance d'une approche individualisée de l'accompagnement (Cf. Tableau 4). Il ne s'agit pas d'appliquer des dispositifs de manière uniforme, mais bien de s'adapter à la singularité de chaque jeune : son âge, sa maturité, son rythme, son vécu, ses leviers d'accrochage. Les 12 participants interrogés partagent unanimement l'idée selon laquelle l'accompagnement doit être adapté à la singularité de chaque jeune. Les participants insistent sur le fait qu'il ne peut exister une méthode unique, et que chaque situation nécessite un ajustement spécifique. Les professionnels précisent que, même si certains jeunes présentent des vulnérabilités similaires, comme un vécu familial difficile ou une exposition précoce à la violence, le sens que prend un même acte peut différer d'un jeune à l'autre. Le participant P10 souligne :

« (...) c'est important de pouvoir travailler avec chaque jeune, mais de façon individuelle (...) individualiser aussi les interactions parce que chaque jeune est différent et chaque jeune a besoin de quelque chose de différent (...) » (P10, p.7 et 14 du verbatim)

Le participant P02, quant à lui, évoque des parcours de vie atypiques, marqués par l'abandon et une forme d'errance :

« Ce sont quand même des jeunes qui ont un parcours de vie plutôt atypique, qui ont eux-mêmes vécu de la violence (...) livrée à eux-mêmes. Ce sont souvent des jeunes malheureusement qui sont fragilisés par la vie. » (P02, p.17 du verbatim)

D'autres professionnelles mettent en évidence que le degré de maturité du jeune, influence également le type d'accompagnement à mettre en place. Selon le P06, certains jeunes sont dans une forme de réflexion, alors que d'autres nécessitent un accompagnement plus guidé :

« C'est du cas par cas (...) ça dépend de la maturité de chaque jeune, certains ont besoin d'un cadre plus soutenant. » (P06, p.11 du verbatim)

Le participant P07 insiste également sur le fait que la gravité des faits et le profil du jeune doivent orienter les mesures proposées :

« On ne va pas proposer le même accompagnement à un jeune qui fait des vols avec violence qu'à un autre impulsif à l'école (...) » (P07, p.3 du verbatim)

L'ensemble de ces témoignages souligne une approche du cas par cas, fondée sur l'écoute, l'observation et l'adaptation constante à la situation spécifique du jeune. Les verbatim regroupés dans le tableau 4 (cf. annexe) illustrent cette logique partagée.

2. Le désistement dans les pratiques, sans le nommer

Lorsqu'ils sont interrogés sur le concept de désistement, la majorité des participants indiquent ne pas connaître ce terme, ou ne l'avoir jamais entendu dans leur pratique (Cf. Tableau 5), malgré parfois plusieurs années d'expérience dans le champ socio-judiciaire. Ce constat révèle une méconnaissance généralisée du vocabulaire théorique, pourtant étroitement lié à leurs missions. L'analyse des entretiens

montre que la majorité des professionnels interrogés indiquent ne pas connaître le terme « désistement » ou « desistance » ou ne l'avoir jamais entendu dans leur pratique. Le participant P04, par exemple, affirme très clairement :

« Bah c'est un terme que je n'ai jamais entendu, errance oui, spirale délinquante oui, mais le désistement jamais, jamais, ce n'est pas dans le jargon. » (P04, p.17 du verbatim)

Le participant P08, indique quant à lui qu'il a déjà entendu le terme dans le jargon social, mais sans jamais s'y être réellement arrêté ni s'y intéresser :

« Je l'avais déjà entendu, mais je ne me suis jamais vraiment arrêté là-dessus. » (P08, p.30 du verbatim)

D'autres participants évoquent une compréhension plus intuitive du concept, en l'associant spontanément à la réinsertion, comme P02, qui indique :

« C'est un terme qu'on n'utilise jamais (...) on parle plutôt de réinsertion psychosociale. » (P02, p.9 du verbatim)

Le participant P07 partage une perception du désistement comme un processus fait de rechutes et d'avancées, même s'il ne connaît pas le terme :

« Nous, ce n'est pas un terme qu'on utilise en fait (...), mais ça évoque dans le sens ou parfois on voit qu'il a compris, et puis il y a une rechute (...) la rechute fait partie du processus. » (P07, p.19 du verbatim)

Un seul participant sur les 12 interrogé a proposé une définition proche de la littérature scientifique, en nommant le désistement comme un processus progressif :

« Pour moi, la désistance c'est un processus, donc ça prend du temps, c'est un pas en avant, un pas en arrière et c'est ... c'est sortir de ce ... de la vision du coup de la délinquance dans laquelle sont les jeunes (...) » (P11, p.13 du verbatim)

Plusieurs professionnels parlent également, sans en nommer le concept, d'un désistement qui se construit avec l'aide d'un accompagnement, ce qui se rapproche du désistement assisté. La majorité des participants décrivent ce processus comme un soutien continu, humain et structurant, qui permettrait au jeune de se réorienter et de sortir progressivement de la délinquance.

En prolongement du tableau 5, les professionnels montrent que le processus de désistement est perçu comme non linéaire, marqué par des phases de progression, de rechute et de stagnation (Cf. Tableau 6). Ce caractère instable est mentionné par plusieurs participants. Le P07, par exemple, évoque la difficulté de maintenir un changement durable :

« On a souvent des chutes, maintenant je m'y adapte (...) je me dis, tu vas voir un moment, ça va quand même un peu foirer, mais ça fait partie de la guérison, un peu comme un alcoolique. » (P07, p.19 du verbatim)

Le P13 souligne également que ce processus ne se déroule pas de manière linéaire, mais plutôt avec des ruptures fréquentes :

« Les ruptures, c'est que ça ne se fait pas de façon linéaire, ça non (...) je dirais plus rupture. » (P13, p.13 du verbatim)

En parallèle, plusieurs professionnels identifient comme élément déclencheur du désistement une prise de conscience chez le jeune, qui peut survenir progressivement. Le P11 souligne les petits signaux comme :

« Pour moi, c'est dès qu'il y a une remise en question (...) même minime, du moment que le jeune commence à dire « j'ai peut-être merdé » le processus est enclenché » (P11, p.13 du verbatim)

Ou encore, comme le P07 explique :

« C'est comme s'il y avait eu un déclic de dire 'tiens j'ai encore une vie, je ne suis pas qu'un délinquant' (...) (P07, p.22 du verbatim)

Le P10 insiste sur le fait que ce type de remise en question exige des efforts durables :

« La prise en conscience, c'est bien, mais après c'est l'effort et la volonté qui suivent. » (P10, p.17 du verbatim)

Le P09 va dans le même sens, estimant que le désistement ne peut se maintenir sans une compréhension personnelle de ses actes :

« Ça nécessite, de toute façon, une prise de conscience de l'intéressé. Sinon, ça ne tiendra pas. » (P09, p.12 du verbatim)

Le P11 exprime également cette idée en soulignant que le changement doit émaner du jeune lui-même :

« Il faut que le changement provienne du jeune (...) sinon on ne peut rien poser. » (P11, p.25 du verbatim)

Enfin certains relèvent que cette transformation n'est pas toujours visible immédiatement, mais qu'elle peut s'exprimer à travers des éléments de réengagement progressif, comme la reprise scolaire, l'investissement dans une activité, ou nouvelle posture dans la relation.

Toutefois, cette méconnaissance ne semble pas empêcher certains professionnels de décrire, avec leurs propres mots, des dynamiques qui s'en rapprochent. Le participant P11 (Cf. Tableau 6), par exemple, évoque un processus lent, qui permet au jeune de s'extraire d'une vision délinquante en intégrant progressivement les normes sociales à travers un dialogue éducatif.

De manière plus large, les entretiens font apparaître que de nombreux participants associent l'accompagnement à une forme d'aide concrète, structurée, visant à soutenir le jeune dans une démarche de réorientation ou de réinsertion. Le professionnel y est souvent perçu comme un facilitateur, un appui, une personne ressource au sein de ce processus. Le tableau 5 illustre cette double dimension, notamment l'absence d'ancrage conceptuel explicite, et en parallèle une pratique qui s'en rapproche sur le plan opérationnel.

En complément de ces perceptions, les discours recueillis autour du processus de désistement lui-même soulignent son caractère progressif, mouvant et rarement linéaire (Cf. Tableau 6). Ce cheminement est décrit comme personnel, rythmé par des phases de stabilisation, de rechute, de prise de recueil, ou encore de remise en question, nécessitant un accompagnement adapté à cette temporalité.

3. Accompagner malgré les contraintes

Les discours des professionnels révèlent une posture d'accompagnement complexe, parfois ambivalente, marquée par un engagement éducatif fort, mais aussi par des contraintes institutionnelles importantes. Le tableau 7 met en lumière cette dualité du fait que les participants décrivent leur implication au quotidien auprès des jeunes, fondée sur des valeurs éducatives, de constance et de présence. En parallèle, ils évoquent les tensions vécues face à un cadre judiciaire ou administratif rigide, qui limite parfois leurs marges de manœuvre ou crée des désaccords entre logique institutionnelle et réalité de terrain (Cf. Tableau 7).

Ce qui ressort des entretiens est que la majorité des professionnels interrogés (10 sur 12 participants) mettent en avant leur engagement dans une posture éducative humaine, souple et impliquée, comme élément central de leur accompagnement. Ils insistent sur la nécessité d'être honnête, transparents, cohérents dans la relation avec les jeunes en conflit avec la loi, et d'adopter une posture qui dépasse l'application stricte de la mesure.

Un participant (P07) évoque ainsi :

***« Il y a cette idée que je m'investis vis-à-vis d'eux, je reviens sur la notion de l'humain. »
(P07, p.34 du verbatim)***

Un autre participant (P09) décrit cette posture comme un engagement sincère envers le jeune, en s'investissant personnellement :

***« J'essaye d'être honnête dans la relation que j'ai avec eux, j'essaie de mouiller le maillot
(...) (P09, p.22 du verbatim)***

Cependant les professionnels, soulignent aussi les limites auxquelles ils sont confrontés dans cette posture comme les contraintes institutionnelles, attentes parfois irréalistes. Le participant P04, par exemple, souligne l'incohérence entre les fragilités des jeunes et les exigences posées par certaines structures :

« (...) on demande aux jeunes carencés d'être beaucoup plus forts que des enfants qui ont une vie normale entre guillemets ou pas poly traumatisée. » (P04, p.53 du verbatim)

Ce sentiment de décalage entre les exigences du système et la réalité du terrain est également partagé par d'autres, comme le P11, qui mentionne la pression institutionnelle pour faire preuve d'autorité ou obtenir des résultats, même lorsque les jeunes ne sont pas prêts à s'engager.

Cette double posture, entre un engagement éducatif sincère et un cadre institutionnel contraignant, est mentionnée à plusieurs reprises dans les entretiens. Elle relève la complexité d'un accompagnement qui repose sur des conditions personnelles fortes, mais qui s'exerce dans un environnement parfois rigide, et peu adapté aux besoins des jeunes.

De plus, l'ensemble des professionnels interrogés évoque de manière très positive les dispositifs d'accompagnement, tels que l'EMA et le SARE, en soulignant l'efficacité de leur intervention et leur rôle complémentaire à celui des autres intervenants. Ces services sont perçus comme des appuis précieux, à la fois dans le suivi quotidien du jeune et dans la coordination avec les autres acteurs du réseau.

Le participant P07 décrit l'EMA comme un service « hyper efficace », capable de gérer à la fois la médiation, les prestations et les modules de sensibilisation :

« Ils nous permettent de prendre la décision la plus adéquate à la situation du jeune dans son ensemble. Ils nous renvoient toute la dynamique familiale, le contexte social du jeune. (...) ils font des miracles. » (P07, p.7 et 8 du verbatim)

Le participant P13 souligne aussi une collaboration étroite avec les équipes EMA, ainsi qu'un réel travail en réseau :

« On collabore beaucoup avec l'équipe EMA, la famille, l'école (...) il y a beaucoup de complémentarité (...) je trouve qu'il faut continuer ces concertations. » (P13, p.29 du verbatim)

Même dans des contextes de contraintes, ces services sont décrits comme réactifs, proches du terrain et pertinents dans leurs observations, permettant aux juges ou délégués de mieux adapter les décisions.

À la suite des perceptions positives exprimées par les professionnels à l'égard des dispositifs, tels que l'EMA ou le SARE, les entretiens font émerger un autre angle central de leur réalité de terrain, à savoir, les feins systémiques et contextuels qui compliquent fortement l'accompagnement des jeunes. Ce constat est partagé par l'ensemble des participants interrogés. Toutefois, des limites sont également mentionnées, notamment en termes de disponibilité, de coordination, ou de collaboration insuffisante avec certains partenaires institutionnels, comme le SPJ ou le SAJ (service d'aide à la jeunesse) (Cf. Tableau 8).

Plusieurs soulignent d'abord les limites institutionnelles, notamment en matière de durée des suivis, de moyens humains ou de cadre juridique. Le participant P04 évoque le facteur temps comme un élément clé, mais insuffisant dans l'accompagnement :

« (...) le temps est un fameux facteur aidant pour nous parce qu'il nous faut du temps pour accompagner des jeunes qui sont dans des systèmes de délinquance (...) à minima un an, mais en moins d'un an c'est impossible (...), mais il me faut au moins quatre ans pour si on parle du jeune en désistement hein. » (P04, p.36 du verbatim)

Le participant P02 pointe le manque des moyens :

« On choisi en fonction du besoin de l'enfant, mais aussi en fonction bah des moyens qu'on a parce que ça aussi c'est important de le relever, c'est qu'on n'a pas toujours les meilleurs moyens pour pouvoir répondre de manière favorable et adéquate aux besoins de l'enfant (...) je dois pallier à ces carences-la. » (P02, p.3 du verbatim)

D'autres professionnels évoquent des difficultés concrètes de réinsertion, comme le manque de patrons dans les formations en alternance :

« Le nombre de jeunes qu'on a ici qui cherchent des patrons, qui ne trouvent pas ... c'est triste, ça fait des années qu'on le dit, des années qu'on le constate. » (P09, p.16 du verbatim)

Sur la question des ruptures dans les parcours de suivi, certains évoquent des effets déstabilisants pour les jeunes en conflit avec la loi. Le participant P08 décrit ainsi l'arrêt brutal de l'accompagnement à la majorité comme une véritable rupture :

« (...) Dans l'aide à la jeunesse en tout cas je crois que c'est un gros problème, parce que, pendant X temps, le mineur est pris en charge, il est pris en charge, il est pris en charge et puis boum a sa majorité et bah reste dans ta merde, aussi platement je le dis, mais c'est quelque part ça (...) tu es majeur, tu te débrouilles par toi même et si tu n'as pas la

confiance en toi ou tu n'as pas assez de personnes repères autour de toi, tu vas tomber directement. » (P08, p.12 du verbatim)

Le participant P11 rapporte également une expérience de dessaisissement, vécue comme une interruption du processus de réinsertion, car les procédures peuvent être longues :

« Il y a des jeunes qui avaient commencé un processus de réinsertion et la procédure de dessaisissement est venue tout casser (...) ils arrivent ici alors qu'ils avaient peut-être entamé une formation, ou un travail (...) et ça, ça leur dit que tout ce qu'ils ont fait ne sert à rien (...) donc ils repartent à zéro. » (P11, p.20 du verbatim)

Enfin, la question de la surcharge des services et du sentiment d'impuissance est revenue dans plusieurs entretiens. Le participant P09 décrit une surcharge auxquels les services de l'Aide à la jeunesse sont confrontés :

« (...) les services cruciaux, comme le SAJ, etc ... sont toujours débordés (...) le SAJ et le SPJ ils souffrent bien de cette réalité, c'est l'absence d'options, c'est l'absence de solutions, c'est compliqué. » (P09, p.25 du verbatim)

Et le P05 rajoute en disant :

« (...) pour le moment on a vraiment de grosses difficultés parce que tous les services sont bouchés en fait. » (P05, p.2 du verbatim)

Quant au P07 mentionnent les listes d'attente interminables, en particulier pour les IPPJ :

« Des jeunes qui sont dans cette délinquance grave et persistante ... vous êtes obligés de passer par du fermé, IPPJ fermé... et ça, franchement, les listes d'attente c'est à pleurer. » (P07, p.41 et 42 du verbatim)

Ces extraits illustrent une réalité complexe, malgré leur volonté de s'engager dans un accompagnement humain et ajusté, les professionnels se heurtent à des contraintes systémiques fortes, qui affectent leur marge d'action (cf. annexe Tableau 9). L'ensemble de ces tableaux met en évidence les tensions constantes auxquelles les professionnels sont confrontés : entre engagement personnel, exigences institutionnelles et capacités réelles d'action (Cf. Tableau 9).

4. Le rôle de l'environnement et des ressources périphériques

En dehors de l'intervention professionnelle directe, les discours des participants font émerger l'importance de facteurs extérieurs, qui, selon eux, peuvent soutenir ou renforcer le processus de désistement. Ces éléments relèvent de l'environnement immédiat du jeune, comme la famille, l'école, les activités sportives ou associatives, ainsi que certaines figures éducatives présentes dans son quotidien (Cf. Tableau 10). Le lien à ces ressources extérieures est perçu comme un point d'appui structurant capable d'offrir au jeune un cadre, des repères, voire une nouvelle image de lui-même. Le tableau 10 présente ces éléments regroupés autour de deux dimensions identifiées par les participants. D'une part, la qualité des relations éducatives, scolaires et professionnelles susceptibles de favoriser un changement et d'autre part, le rôle stabilisateur du soutien familial ou du milieu social, qui peut renforcer l'engagement du jeune dans une trajectoire différente.

Les relations éducatives, scolaires et professionnelles comme leviers du désistement :

L'école, la formation et le travail sont perçus comme des éléments structurants pour les jeunes en conflit avec la loi. Les professionnels mettent en avant le rôle de ces espaces dans la (re) construction d'un cadre et de repères stables, comme le souligne le P06 :

« (...) l'insertion scolaire (...) ça structure une vie l'école (...) » (P06, p.11 du verbatim)

Lorsqu'un jeune ne trouve pas sa place dans le système scolaire, l'emploi peut offrir une alternative positive. Le travail permettrait non seulement de rythmer le quotidien, mais aussi de favoriser l'adhésion à des normes sociales plus prosociales et à ce sujet, le P05 exprime :

« (...) celui qui ne trouve pas sa place à l'école (...) trouver un travail où il est soumis à un rythme avec un patron qui lui fait confiance (...) il n'aura plu envie de sortir le soir faire des conneries. » (P05, p.7 du verbatim)

Les participants soulignent aussi l'importance de figures significatives rencontrées dans ces contextes, notamment comme les employeurs, éducateurs, entraîneurs, etc. Ces adultes peuvent jouer un rôle de repères identitaires ou déclencher une prise de conscience chez certains jeunes :

« L'identification de repères, les repères sont bien définis, je crois, c'est plus quelque chose de cet ordre-la. » (P08, p.9 du verbatim)

Ou encore le P06 qui indique :

« Je crois il y a quand même des jeunes qui arrivent à trouver une accroche auprès d'un intervenant, près d'un éducateur qui à un moment donné, ont un éclair de lucidité. » (P06, p.10 du verbatim)

Le sport est également mentionné comme un levier, notamment parce qu'il permet de se dépasser, de faire partie d'un groupe et d'adhérer à un système de valeurs :

« (...) le sport, le fait de se dépasser soi-même (...) 'on fait partie d'un groupe avec des valeurs'. » (P13, p.14 du verbatim)

Enfin, plusieurs répondants évoquent le manque de prévention précoce dans le parcours des jeunes, ainsi que la nécessité d'une présence accrue de professionnels dans les lieux de vie, en particulier l'école :

« Il faudrait déjà avoir des professionnels là où ça commence à dérailler. Dans nos écoles, dans les structures de base. » (P12, p.42 du verbatim).

Le P04 rajoute également comme point de réflexion le stage parental qui a été supprimé :

« Il y avait un truc qu'on proposait, mais qu'on ne propose plus, et je trouve que ça aurait dû susciter réflexion, le stage parental (...) il y a des parents qui se font avoir par leurs enfants, notamment quand ils ne parlent pas bien français (...) si on avait pu prévenir ça plus tôt, on aurait peut-être pu éviter le glissement. » (P04, p.55 et 56 du verbatim)

Le rôle stabilisateur de l'environnement et du soutien familial :

Le second ensemble de facteurs de protection identifiés concerne l'environnement relationnel du jeune. Le soutien familial est souvent cité comme une ressource précieuse, capable de freiner ou contenir les passages à l'acte :

« Je pense que quand on a quand même une famille contenant et soutenant, c'est une aide précieuse pour nos jeunes (...) le milieu y joue beaucoup et le réseau de manière générale. » (P02, p.13 du verbatim)

Les participants élargissent souvent cette notion de soutien au-delà du cadre familial, en incluant les pairs, la petite copine ou encore les figures sociales rencontrées dans l'environnement proche :

« (...) le rôle social, mais le rôle de ces relations sociales une fois parties, les intervenants que j'ai mandatés si j'ose dire quoi, donc c'est ses parents, ses amis, c'est plein de gens, c'est sa petite copine (...) » (P07, p.49 du verbatim)

Ces relations sont vues comme des points d'ancrage pouvant favoriser la stabilité émotionnelle du jeune, son engagement dans une trajectoire de désistement, voire renforcer son sentiment d'être reconnu comme le P08 et le P04 indiquent :

« La petite copine mine de rien, la petite copine peut aussi, ça peut aider à sortir de ce truc-là (P08, p.9 du verbatim)

« Le soutien social peut venir de la famille ou des intervenants, mais sans soutien, c'est encore plus dur. » (P04, p.41 du verbatim)

Pour finir, l'ensemble des participants s'accorde à souligner, à l'unanimité, l'importance de l'environnement du jeune comme facteur de protection. Le soutien familial, l'accompagnement scolaire, l'implication dans des activités sportives ou toute autre occupation structurante sont perçus comme des éléments favorisant la réinsertion sociale et la stabilisation des trajectoires.

Toutefois, au-delà de ces ressources de proximité, plusieurs professionnels expriment une inquiétude récurrente face au manque d'opportunités concrètes et mobilisatrices offertes par la société contemporaine. Celle-ci peine, selon eux, à proposer des perspectives qui donnent sens à l'investissement du jeune dans des parcours légaux et structurels. Mais également d'une société en échec dans sa mission d'inclusion :

« (...) On ne propose plus des choses qui leur parlent, j'ai l'impression, pour le moment (...) la société a changé, les métiers changent. J'ai l'impression qu'on n'est plus à la page (...) On les a perdus, c'est notre échec, je pense, les jeunes délinquants. Il serait peut-être temps de regarder nos jeunes droits dans les yeux et de leur offrir plein de choses, qu'ils leur parlent plus. » (P12, p.16 et 17 du verbatim)

« Ils ont l'impression (les jeunes) de ne pas avoir une place dans la société. » (P13, p.7 du verbatim)

Ces propos traduisent une attente qui semble être celle d'un engagement sociétal plus large dans la lutte contre la délinquance, en amont des parcours de rupture, par des actions de prévention, d'inclusion et de reconnaissance. Ces espaces de prévention sont perçus comme des lieux possibles d'accroche éducative, voire de « réparation » symbolique, et peuvent jouer un rôle de levier indirect du désistement.

TITRE IV. Discussion

Afin de ne pas répéter les résultats déjà exposés, cette discussion propose une lecture transversale et analytique des données, à partir des grands axes identifiés lors de l'analyse. Chaque axe sera mis en dialogue avec les cadres théoriques et les éléments issus de la littérature scientifique, en tenant compte à la fois des convergences, des écarts ou des zones de silence entre les pratiques de terrain et les conceptualisations existantes.

1. Un accompagnement qui s'invente dans la relation

Les résultats de cette recherche montrent clairement que l'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi repose avant tout sur une relation humaine de proximité. Les participants insistent sur l'importance de l'écoute active, de la constance, de la transparence et de l'adaptation au rythme du jeune, considérant que rien ne peut se construire sans ce socle relationnel. Le lien est perçu non seulement comme une condition préalable à toute forme d'accompagnement, mais aussi comme un levier central du changement, capable de favoriser des prises de conscience, de créer un espace de parole, ou encore d'encourager l'investissement du jeune dans une trajectoire différente de celle délinquante.

Ces pratiques rejoignent les apports de la littérature sur le désistement, notamment dans l'approche subjective et sociale du processus. Comme le souligne Maruna (2001), le désistement ne repose pas uniquement sur des contraintes externes, mais sur une transformation identitaire, souvent facilitée par des relations de confiance durables. De même, Giordano & al. (2002) insistent sur l'importance des « hooks for change », ces relations ou opportunités sociales qui, lorsqu'elles sont bien saisies, permettent un repositionnement du jeune. Dans cette perspective, l'agentivité (la capacité du jeune à s'engager activement dans un processus de changement) est renforcée par un accompagnement qui donne du sens, de la reconnaissance et de la légitimité à ses efforts.

Le lien éducatif, tel qu'il est décrit par les participants dans cette étude, dépasse le cadre strict de l'intervention. Il est souvent évoqué comme une posture, une manière « d'être avec » le jeune, fondé sur l'humilité, l'authenticité et la présence. Ce type de posture correspond à ce que McNeill (2006) appelle le rôle moral et motivationnel du professionnel, qui agit comme catalyseur de changement en offrant au jeune un regard alternatif sur lui-même, mais aussi une recherche effectuée auprès des délinquants à risque élevé.

Ce constat rejoint les conclusions de Weaver (2014), qui souligne, à partir des travaux sur la probation, l'importance de « travailler avec les délinquants, et non sur eux ». La qualité de la relation entre professionnel et justiciable apparaît alors comme un levier fondamental : respect, écoute, reconnaissance du récit de vie et de l'histoire personnelle deviennent des piliers de l'engagement. McNeill (2004, cité par Healy, 2012) insiste d'ailleurs sur la nécessité de « capter les moments » où le jeune cherche du soutien, des conseils ou une validation extérieure pour renforcer ses efforts de changement.

L'expérience irlandaise rapportée par Healy (2020) illustre concrètement ce rôle structurant de la relation professionnelle dans les dynamiques de désistement assisté. L'autrice montre qu'un lien de confiance fort peut même susciter un sentiment de loyauté de la part des auteurs ayant commis des faits qualifiés d'infractions, au point de « ne pas vouloir décevoir » le professionnel. Cette dynamique, bien que contextuelle, a également été observée chez plusieurs de nos participants, qui ont témoigné de jeunes revenants vers eux après une période de rupture, parfois gênée ou déçue d'eux-mêmes. Cela souligne à quel point la qualité de la relation peut servir de point d'ancrage dans le parcours de désistement, même lorsqu'il est fluctuant.

Cependant, cette dimension relationnelle apparaît aussi comme fragile et sous-tendue par l'engagement personnel des professionnels, parfois en dépit d'un cadre institutionnel peu favorable. Le lien ne repose pas sur une méthodologie formalisée ou institutionnalisée, mais sur des qualités humaines subjectives, telles que la patience, la disponibilité ou la constance, qui varient selon les individus. Comme le souligne Benazeth (2023), ce n'est pas seulement la présence du professionnel qui importe, mais bien la qualité de la relation établie, laquelle doit être stable, cohérente et fiable pour jouer un rôle de levier dans le processus de désistement.

Enfin, il est important de replacer cette posture relationnelle dans une critique plus large des modèles dominants en matière d'intervention auprès des jeunes en conflit avec la loi. Comme le souligne Barton (2006), une perspective fondée sur les forces, où le jeune est reconnu pour ses ressources, son potentiel et sa capacité à contribuer à sa propre trajectoire sont essentiels. Dans cette logique, le rôle du professionnel ne se limite plus à contrôler ou à intervenir, mais devient celui d'un partenaire égalitaire, engagé dans une démarche de co-construction (Barton, 2006). Cette réflexion rejoint les pratiques intuitives décrites par plusieurs participants, qui, malgré les contraintes du cadre, cherchent à tisser un lien de confiance permettant au jeune de redevenir sujet de son parcours.

Cette perspective repose sur trois fondements : le « strengths perspective », selon lequel chaque individu ou communauté dispose de ressources mobilisables ; le « strengths discovery », qui invite à identifier ces ressources pour renforcer les capacités d'actions ; et enfin le « strengths narrative », qui recentre l'accompagnement sur ce que le jeune peut faire pour repérer, contribuer, et regagner une place dans la société (Barton, 2006). Il ne s'agit plus seulement de répondre à une transgression, mais de soutenir un projet de reconstruction actif, ancré dans les capacités propres du jeune en conflit avec la loi.

En somme, ce qui ressort de cette première analyse, c'est que l'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi repose avant tout sur une relation humaine de confiance, plus que sur des outils ou des programmes prédéfinis. Cette façon de faire rejoint l'idée d'un désistement assisté, non pas comme un dispositif technique, mais comme un processus profondément humain, qui se construit au fil des interactions entre le jeune et le professionnel.

2. Dire sans nommer : des pratiques intuitives du désistement

L'un des constants marquants de cette recherche réside dans la méconnaissance généralisée du terme « désistement » parmi les professionnels interrogés. La grande majorité des participants admettent n'avoir jamais entendu ce mot ou ne pas l'utiliser dans leur vocabulaire professionnel. Pourtant, dans leurs descriptions, leurs postures et leurs pratiques, ils en dessinent les contours empiriques de manière très nette. Ce paradoxe met en évidence un écart entre les savoirs académiques et les pratiques de terrain, mais aussi la richesse des savoirs pratiques qui émergent sans nécessairement s'appuyer sur un langage théorisé.

Cette observation rejoint les analyses de Herzog-Evans (2011, cité par Benazeth, 2023), qui soulignent que le désistement reste souvent invisible dans les cadres institutionnels et peu intégrés dans la formation des acteurs du champ socio-judiciaire. Pourtant, les participants mobilisent spontanément des démarches qui s'en rapprochent, comme : l'accompagnement individualisé, le travail sur les déclics, la valorisation des efforts et le soutien à l'intégration sociale. Le vocabulaire utilisé est différent, on parle de « remise en question » et de « réinsertion psychosociale », mais l'intention et les mécanismes évoqués révèlent clairement un désistement assisté, qui est pratiqué intuitivement.

Cette forme de savoir-faire, bien qu'implicite, s'appuie sur une expérience relationnelle du changement, sur la répétition des signaux faibles, et sur la capacité du professionnel à lire des indices de transformation même minimales (ex. : reprise de contact, apaisement dans la posture, retour en formation,

retour à la scolarité, etc.). Comme le soulignent Dufour et al. (2020), ces ajustements subtils sont souvent les premiers marqueurs d'un cheminement vers le désistement, même si celui-ci n'est pas encore consolidé.

Pour un participant, l'absence de ce vocabulaire est même perçue comme un manque à combler dans leur pratique. Le participant P04 formule à ce sujet une réflexion particulièrement éclairante :

« C'est un concept dont je n'ai jamais entendu parler (...) je dirais que c'est mon regret parce que peut-être que, dans ma pratique professionnelle, ça m'aidera à me dire 'ah bah tiens, en fait ce gamin il est en désistement quoi' (...) je serai peut-être plus attentive. « (...) Il mériterait peut-être effectivement d'être connu, parce que ça nous permettrait peut-être d'être attentif, peut être du coup réfléchir à qu'est ce qu'on fait quand on est face à un jeune qui est dans ce genre de processus. » » (P04, p. 62 et 63 du verbatim)

Ces propos traduisent une intuition forte, le fait de nommer un phénomène permet de mieux le voir, de mieux l'accompagner, et surtout de lui donner une place dans les pratiques professionnelles. En d'autres termes, le concept « désistement » (ou « desistance ») crée une grille de lecture qui structure la manière d'intervenir, en rendant visibles des dynamiques souvent implicites. L'intégration explicite de ce terme dans les formations initiales et continues pourrait ainsi renforcer la cohérence des pratiques, favoriser un langage commun entre acteurs de terrain et contribuer à une culture partagée de l'accompagnement.

Ce décalage entre savoir-faire de terrain et l'absence de repères partagés posent toutefois plusieurs enjeux. D'un côté, il montre que les professionnels développent des compétences efficaces, relationnelles, adaptatives et éducatives, en s'appuyant sur leur savoir-être, leur expérience et leur engagement. De l'autre, il interroge la manière dont les institutions peuvent valoriser, structurer et transmettre ces pratiques, afin de garantir la continuité et la reconnaissance. Sans langage commun, il devient difficile de stabiliser ces démarches dans les dispositifs officiels, de les partager entre collègues, ou de les inscrire durablement dans les logiques d'interventions. Cette invisibilité du désistement dans les logiques d'action institutionnelles peut ainsi fragiliser les pratiques, les rendre dépendantes de l'investissement personnel, et à limiter leur portée collective.

En ce sens, les résultats invitent à envisager la reconnaissance du désistement non seulement comme un concept théorique à intégrer, mais comme une compétence professionnelle à formaliser. Donner une place à ce vocabulaire dans les formations, les évaluations ou les dispositifs permettrait de mieux outiller les acteurs de terrain, et de faire du désistement un objectif partagé, au même titre que la prévention ou la réinsertion.

Ces constats rejoignent les réflexions de Weaver (2014) et Healy (2020), qui soulignent la tension entre des institutions orientées vers la gestion du risque et des professionnels ancrés dans une logique relationnelle, inclusive et adaptative. Cette tension pousse les intervenants à « bricoler » des pratiques de désistement, souvent en marge des référentiels institutionnels, comme le montrent également Barton (2006) et Ward (2004), qui plaident pour une meilleure reconnaissance de ces approches centrées sur les forces et le sens. À ce titre, des cadres comme le Good Lives Model (GLM) constituent des outils théoriques susceptibles d'offrir une structure à ces pratiques, sans en appauvrir la richesse humaine. Formaliser ces intuitions dans un langage partagé serait une étape vers une professionnalisation renforcée de l'accompagnement au désistement.

3. Entre engagement sincère et réalité sous contrainte

Les professionnels rencontrés dans cette recherche expriment un engagement humain fort, fondé sur la constance, la relation, la proximité et le souci du jeune. Leur posture éducative, ancrée dans le lien et le

respect de l'individualité, rejoint les principes du désistement assisté décrits dans la littérature à savoir : favoriser un cadre soutenant, valoriser les efforts et favoriser la projection dans un avenir alternatif (Dufour & al., 2020 ; McNeill, cité par Benazeth, 2023).

Mais cet engagement sincère se heurte à une série de freins structurels, décrits comme récurrents et pesants, notamment le manque de moyens, saturation des services, discontinuités dans les parcours, faible coordination entre acteurs, ruptures à la majorité, etc. Ces éléments font écho à ce que Benazeth (2023) qualifie de système morcelé, où la logique de gestion du risque tend à prendre le pas sur l'accompagnement à long terme. La capacité des professionnels à soutenir un processus de désistement se trouve alors bridée par les failles du contexte dans lequel ils interviennent. Cet engagement s'inscrit souvent dans un travail de soutien au développement personnel du jeune, notamment au niveau de sa maturité psychosociale. Comme le rappellent McCuish et al. (2020), cette maturité, loin d'être acquise mécaniquement avec l'âge, est un processus évolutif, malléable et différencié, qui peut être accompagné. Prendre au sérieux cette dimension, c'est permettre à chaque jeune de progresser à son rythme, avec l'aide d'un environnement soutenant.

Cette tension révèle un paradoxe que plusieurs auteurs soulignent, si l'agentivité du jeune est centrale (Paternoster & Bushway, 2009), elle ne peut s'exercer pleinement que si l'environnement le permet (King, 2012). Or, les discours recueillis montrent que le système, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, ne garantit pas les conditions minimales pour rendre cette agentivité opérante. Par conséquent, on exige que les jeunes s'adaptent à une situation en constante évolution, sans pour autant offrir de solutions réalistes et alignées sur leurs objectifs. Ces limites sont d'autant plus préoccupantes qu'elles révèlent un système institutionnel souvent mal ajusté aux besoins complexes des jeunes en conflit avec la loi. Healy (2020) plaide ainsi pour une réhabilitation transformatrice, qui ne vise pas uniquement à modifier l'individu, mais agir sur son environnement social : offrir des opportunités concrètes d'insertion, réduire les barrières systémiques (ex. : emploi, logement, stigmatisation) et renforcer les réseaux de soutien (Healy, 2020). Ce changement de paradigme supposerait de penser le désistement comme un processus partagé entre l'individu et la société.

La littérature insiste aussi sur le fait que le désistement est un projet collectif, il implique un partage des responsabilités entre les jeunes, les professionnels, les institutions, et la société dans son ensemble (Dufour & al., 2020). Or, comme l'explique Barry (2020), le risque est grand de faire porter le poids du changement uniquement sur l'individu, sans interroger les manquements structurels. Cette logique de responsabilisation individuelle, qui imprègne certains dispositifs, peut accentuer la marginalisation de ceux qui « échouent », non pas faute de volonté, mais faute de conditions favorables. Cette difficulté est d'autant plus aiguë que certains jeunes développent une forme de résilience défensive, comme le montrent Lenkens et al. (2020). Marqués par des ruptures et un manque de reconnaissance institutionnelle, ils adoptent une posture d'auto-dépendance rigide, refusant l'aide par méfiance ou par sentiment d'injustice. Cette volonté de se débrouiller seuls, bien que sincères, peut freiner la relation d'aide et accentuer l'isolement, à moins que les professionnels parviennent à le comprendre comme une stratégie de survie, et non comme un refus du changement (Lenkens & al., 2020).

Ce point soulève une question cruciale : jusqu'où les professionnels peuvent-ils aider si les institutions ne reconnaissent pas les exigences en termes de temps, de ressources et de stabilité que cela implique ? En plus, que signifie « aider un jeune à renoncer » si les opportunités sociales concrètes font défaut ?

Healy (2020) souligne enfin que cette responsabilité ne peut incomber aux seuls professionnels, aussi engagés soient-ils. Sans un soutien politique et institutionnel clair, et sans investissements concrets dans les environnements de vie des jeunes, il devient indispensable de poser une réflexion systémique sur les moyens réels que la société met (ou ne met pas) à disposition pour soutenir ce processus (Healy, 2020).

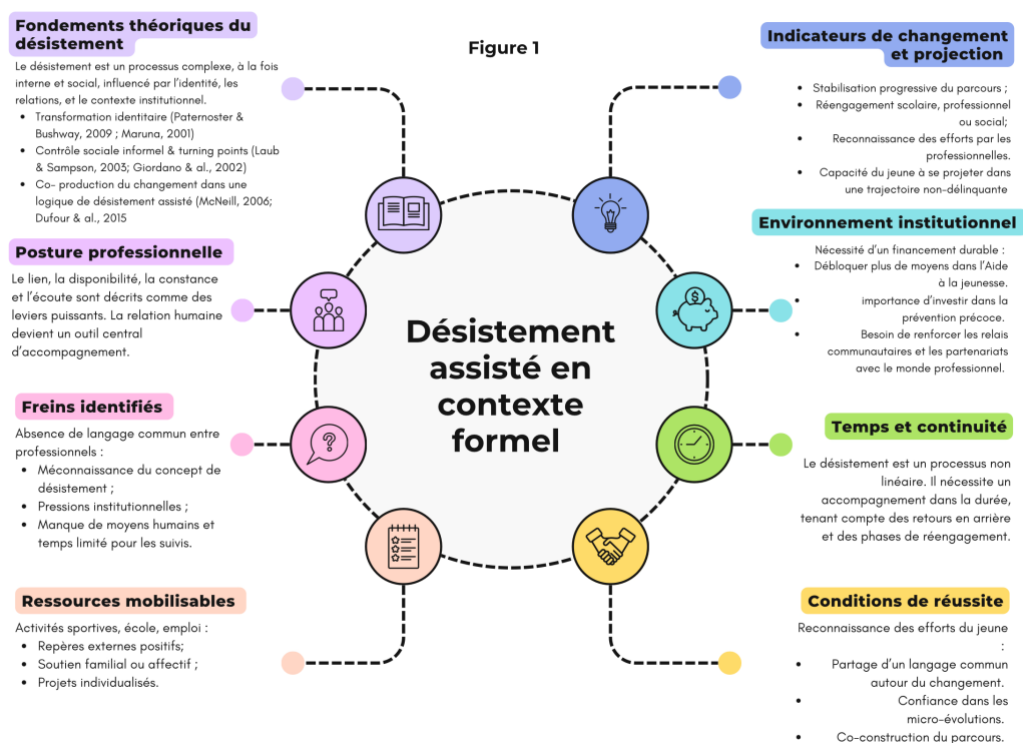
Car sans un cadre politique, éducatif et social adapté, le désistement risque de rester une promesse fragile, portée à bout de bras par des professionnels trop seuls face à des jeunes trop souvent oubliés.

4. Conclusion de la discussion

En définitive, cette recherche met en lumière une tension majeure. Le désistement est largement présent dans les pratiques, mais absent du langage professionnel partagé. Cette absence de communication autour du concept freine non seulement sa reconnaissance institutionnelle, mais aussi sa mise en œuvre collective. Car le désistement, pour exister réellement dans les accompagnements, suppose plus qu'une posture individuelle. Il nécessite un langage commun, un consensus minimal sur ce qu'il recouvre, et une coordination entre les différents acteurs impliqués, y compris les jeunes en conflit avec la loi.

La méconnaissance du terme, relevée par la majorité des participants, empêche parfois de nommer, de penser et d'agir sur un processus pourtant bien identifié dans les faits. Sans cadre partagé, sans conceptualisation intégrée, il devient difficile de collaborer efficacement entre services, de mutualiser les actions, et de mobiliser pleinement le potentiel de chaque intervenant. Le désistement, pour être assisté, doit aussi être compris, reconnu, discuté. Mais plus encore, cette réflexion soulève une question de fond : quelle place notre société veut-elle réellement accordée à ce processus ? Car penser le désistement, ce n'est pas uniquement améliorer un accompagnement existant, c'est redéfinir les conditions de cet accompagnement. Cela implique du temps, des ressources, une pluralité d'alternatives, une réelle fluidité entre les structures, et une diminution des pressions qui pèsent sur les professionnels comme sur les jeunes en conflit avec la loi. Or, les difficultés exprimées par les participants, notamment dans des services clés comme le SAJ et le SPJ, rappellent que ces conditions sont loin d'être réunies.

Le désistement, tel qu'il se dessine ici (Cf. Figure 1), dépasse donc le simple cadre de l'action éducative. Il appelle une vision systémique, dans laquelle chaque acteur, jeune, professionnel, institution connaît son rôle, mesure sa portée et s'inscrit dans un projet collectif de transformation. Sans cela, les efforts des uns risquent de rester isolés, et les potentiels de changement inaboutis.



Conclusion générale

À travers cette recherche, nous avons cherché à comprendre le processus de désistement à travers le regard des professionnels, afin de mieux cerner comment ce concept, largement discuté dans la littérature, se manifeste ou non, dans les pratiques d'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi. La question de départ : « *quelle place pour le désistement dans l'accompagnement au-delà du risque immédiat ?* » a guidé l'ensemble de notre réflexion.

Ce qui ressort, au terme de ce travail, c'est que les professionnels ne sont pas éloignés des principes que la littérature attribue au désistement. Leurs discours traduisent un engagement réel, un souci de la relation, une volonté de s'ajuster aux besoins des jeunes. Toutefois, le concept de désistement reste peu connu, rarement mobilisé, et encore moins partagé collectivement, ce qui rend sa mise en œuvre difficile, voire invisible.

Le principal point de tension identifié ne réside pas dans le manque de volonté des intervenants, mais bien dans les conditions structurelles qui pèsent sur leurs actions. Malgré leur disponibilité, leur créativité, leur humanité, nombreux sont ceux qui se heurtent à des obstacles récurrents, à savoir : manque de temps, surcharge institutionnelle, pénurie de ressources ou encore ruptures de suivi. Ces réalités fragilisent l'ambition d'un accompagnement favorable au désistement.

Une autre dimension essentielle de cette recherche réside dans la manière dont les professionnels articulent deux niveaux de lecture du désistement. D'une part, ils insistent sur le fait que le changement doit naître d'une volonté propre du jeune, souvent amorcée par une remise en question ou un déclic personnel. D'autre part, ils reconnaissent que ce changement, pour devenir durable, doit pouvoir s'appuyer sur des relais concrets : accompagnement éducatif, repères stables, perspectives d'insertion.

Pour qu'une telle dynamique puisse exister pleinement, plusieurs leviers doivent être activés. Il est essentiel d'offrir aux professionnels les conditions nécessaires pour reconnaître et soutenir les dynamiques de changement là où elles émergent. Cela suppose non seulement du temps, mais aussi des repères partagés autour du désistement, afin qu'il puisse être nommé, compris et intégré dans les pratiques quotidiennes. Car nommer un processus, c'est déjà lui faire une place dans l'intervention. Cela permet également de mieux impliquer le jeune lui-même, de l'aider à comprendre ses propres évolutions, à donner du sens à ses efforts, même fragiles, et à renforcer ainsi la stabilité du changement.

En conclusion, le désistement ne devrait pas rester une trajectoire discrète, portée uniquement par l'engagement individuel. Il mérite d'être reconnu comme une dimension centrale des pratiques éducatives, soutenue par des moyens adéquats, des repères partagés, et une volonté institutionnelle affirmée. Car accompagner un jeune vers le désistement, c'est croire qu'un autre chemin est possible, à condition que la société lui en ouvre les portes.

En renfermant ce travail, une question demeure, quelle reconnaissance accord-t-on, aujourd'hui, à ceux qui tentent de sortir de la délinquance et à ceux qui les accompagnent ?

Limites et perspectives

A. Limites de la recherche

Comme toute étude qualitative, cette recherche présente plusieurs limites qu'il convient de souligner.

Tout d'abord, la durée limitée de l'enquête constitue une contrainte majeure qui restreint la possibilité d'atteindre une saturation empirique approfondie du concept de désistement. Ce processus, par nature complexe, évolutif et multidimensionnel, fait l'objet d'une littérature dense et nuancée. Un recueil de données plus étendu, dans le temps ou dans la diversité des contextes, aurait permis de mieux saisir la pluralité des perceptions professionnelles qui y sont associées.

Ensuite, l'ancrage géographique constitue une autre limite. L'ensemble des participants proviennent de la Région wallonne, ce qui peut induire une forme d'homogénéité dans les perceptions, façonnées par un cadre socio-institutionnel partagé. Cette concentration territoriale limite l'accès à une diversité des pratiques ou de représentations existant dans d'autres régions du pays.

Par ailleurs, certaines conditions de passation des entretiens ont pu influencer la richesse des données recueillies. Quelques entretiens ont été réalisés dans un cadre institutionnel contraint (ex. : tribunal de la jeunesse ou service en activité), limitant parfois le temps et la disponibilité des participants. D'autres ont eu lieu à distance via Teams, ce qui, bien que pratique, peut restreindre la qualité relationnelle et la spontanéité des échanges.

Enfin, comme dans toute recherche qualitative, il existe un biais possible lié aux propos exprimés par les participants. Ces discours peuvent être influencés par des représentations professionnelles, des attentes institutionnelles ou des logiques de justification. Une attention constante à la réflexivité a guidé l'analyse afin d'en limiter les effets.

B. Forces

Au-delà de ses limites, cette recherche offre également une plus-value scientifique et méthodologique.

Tout d'abord, elle répond à un besoin clairement identifié dans la littérature scientifique, formulé notamment par Herzog-Evans (2011, cité par Benazeth, 2023) et plus récemment par Benazeth (2023), en insistant sur la nécessité de mieux comprendre les perceptions et les pratiques réelles des professionnels de terrain face au désistement. Alors que la majorité des études s'intéressent aux trajectoires des personnes judiciairisées elles-mêmes, ce travail contribue à combler un angle mort en explorant le regard de celles et ceux qui les accompagnent au quotidien.

Ensuite, la recherche s'inscrit dans une approche qualitative et contextualisée, ancrée dans les réalités spécifiques de la Wallonie. Cette perspective permet de faire émerger des tensions structurelles, organisationnelles et institutionnelles souvent peu visibles dans les approches quantitatives.

De plus, cette étude propose une lecture articulée du désistement assisté, en croisant les cadres théoriques avec les expériences des professionnels de terrain. Elle ne se limite pas à l'analyse des pratiques actuelles, mais invite également à une réflexion plus large sur les leviers structurels du changement, notamment l'importance d'une prévention précoce dès la petite enfance, ainsi qu'un soutien actif à l'école comme lieu de repères structurants. Ils soulignent aussi la nécessité d'investir dans des cadres de vie stables pour les jeunes et de renforcer les partenariats avec le monde professionnel, par exemple en soutenant davantage les patrons ou formateurs prêts à accompagner des jeunes en insertion. Cette approche élargie du désistement appelle ainsi à une action collective, qui dépasse le seul champ judiciaire.

Enfin, pour son angle exploratoire, cette recherche constitue une base solide pour des approfondissements futurs. Elle alimente une réflexion critique sur les besoins, les leviers, mais aussi les obstacles rencontrés dans l'accompagnement au sein du champ de l'Aide à la jeunesse.

C. Perspectives de recherche

Au regard des limites évoquées, plusieurs perspectives de recherche peuvent être envisagées afin de prolonger et d'enrichir la compréhension du désistement assisté (formel) chez les jeunes en conflit avec la loi.

D'une part, des études longitudinales permettraient d'examiner plus finement l'impact des accompagnements professionnels sur la trajectoire des jeunes à plus long terme. Ce type de suivi offrirait un éclairage précieux sur la continuité des liens, la durabilité des effets et les conditions nécessaires à une évolution stable.

D'autre part, une ouverture à une diversité d'acteurs renforcerait la portée des analyses. Il serait pertinent d'inclure des professionnels issus d'autres dispositifs, tels que les équipes mobiles d'accompagnement (EMA), les séjours de rupture, les IPPJ ou encore les avocats, qui jouent un rôle déterminant dans le parcours des jeunes. De même, un élargissement territorial à d'autres logiques institutionnelles.

Par ailleurs, intégrer le point de vue des jeunes eux-mêmes constituerait un apport fondamental. Une étude croisant les perceptions professionnelles avec celles des jeunes permettrait d'identifier les écarts, les convergences et les malentendus éventuels entre intentions éducatives et réceptions subjectives.

Enfin, il serait utile d'explorer la place du désistement dans la formation des professionnels. Interroger la manière dont ce concept est (ou n'est pas) intégré aux cursus initiaux et aux formations continues permettrait de penser des outils pédagogiques favorisant une appropriation plus explicite et partagée du processus de désistement dans les pratiques de terrain.

Bibliographies

Albertson, Katherine, Jamie Irving et David Best 2015 A Social Capital Approach to Assisting Veterans Through Recovery and Desistance Transitions in Civilian Life. *Howard Journal of Criminal Justice* 54 (4) : 384–396. <https://doi.org/10.1111/hojo.12138>

Altikriti. (2024). The age-graded effect of perceptions of reward and opportunity on offending and desistance. *Journal of Experimental Criminology*., 20(3)

Astier, I. (s. d.). Les transformations de la relation d'aide dans l'intervention sociale. *Les Dynamiques du Travail Social, Informations sociales n°152*.

Bushway, Shawn D., Alex R. Piquero, Lisa M. Broidy, Elizabeth Cauffman et Paul Mazerolle 2001 An empirical framework for studying desistance as a process. *Criminology* 39 (2): 491–516. <https://doi.org/10.1111/j.1745-9125.2001.tb00931.x>.

Bottoms, Anthony, Joanna Shapland, Andrew Costello, Deborah Holmes et Grant Muir 2004 Towards désistance : Theoretical underpinnings for an empirical study. *Howard Journal of Criminal Justice* 43 (4) : 368–389.

Barry, Monica 2013 Desistance by design : Offender's reflections on criminal justice theory, policy and practice. *European Journal of Probation* 5 (2) : 47–65. <https://doi.org/10.1177/206622031300500204>.

Barton, W. (2006). Incorporating the Strengths Perspective into Intensive Juvenile Aftercare. *Western Criminology Review*., 7(2).

Barry. (2022). Desistance and the State: Revisiting the Individualization Thesis in Criminology and Criminal Justice. *Kriminologisches Journal*., 54(3).

Barry. (2020). Au-delà de l'individualisation des processus de désistement : Le rôle des politiques et pratiques sociales dans la réduction de la délinquance des jeunes. *Criminologie*., 53(1).

Beck and McGinnis. An Exploration of the Relationship Between Probation Supervision and Desistance : A Systematic Narrative Review -

Bailleau, F., & Cartuyvels, Y. (2011). La justice pénale des mineurs en Europe. Un changement de paradigme. *Les Cahiers de la Justice*, N° 3(3), 67-77. <https://doi.org/10.3917/cdlj.1103.0067>

Balahur, D. (2009). Le système roumain de la justice des mineurs entre valeurs welfare et inflexions néolibérales. *Déviance et Société*, Vol. 33(3), 315-333. <https://doi.org/10.3917/ds.333.0315>

Blais, M., & Martineau, S. (2006). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches Qualitatives*, 26(2), 1. <https://doi.org/10.7202/1085369ar>

Bonta, J., & Andrews, D. A. (2007). *Modèle d'évaluation et de réadaptation des délinquants fondé sur les principes du risque, des besoins et de la réceptivité*.

Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research In Psychology*, 3(2), 77-101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>

Cartuyvels, Y., & Christiaens, J. (2007). Le modèle perdu de la justice des mineurs en Belgique ? Entre droit et protection, paternalisme et responsabilisation, gestion des risques et idéal de traitement. *L'Harmattan*, 77-98. <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:150092>

Cartuyvels, Y., Christiaens, J., De Fraene, D., & Dumortier, E. (2009). La justice des mineurs en Belgique au prisme des sanctions. *Déviance et Société*, Vol. 33(3), 271-293. <https://doi.org/10.3917/ds.333.0271>

Chouhy, C., Cullen, F. T., & Lee, H. (2020a). A Social Support Theory of Desistance. *Journal Of Developmental And Life-Course Criminology*, 6(2), 204-223. <https://doi.org/10.1007/s40865-020-00146-4>

Chouhy, C., Cullen, F. T., & Lee, H. (2020b). A Social Support Theory of Desistance. *Journal Of Developmental And Life-Course Criminology*, 6(2), 204-223. <https://doi.org/10.1007/s40865-020-00146-4>

Daadouch, C. (2007). La pré-majorité du mineur : avancée ou piège ? *Journal du Droit des Jeunes*, N° 261(1), 31-33. <https://doi.org/10.3917/jdj.261.0031>

Dray, D. (2010). Les médiations éducatives. *Journal du Droit des Jeunes*, N° 293(3), 31-34. <https://doi.org/10.3917/jdj.293.0031>

Farrall, S., Sharpe, G., Hunter, B., & Calverley, A. (2011). Theorizing structural and individual-level processes in desistance and persistence : Outlining an integrated perspective. *Australian & New Zealand Journal Of Criminology*, 44(2), 218-234. <https://doi.org/10.1177/0004865811405136>

F-Dufour, I., & Villeneuve, M. (2020). Introduction. *Criminologie*, 53(1), 7. <https://doi.org/10.7202/1070499ar>

F.-Dufour. (2020). Le désistement du crime des adolescents judiciairisés « multiproblématiques » soumis à une ordonnance différée de placement et de surveillance. *Criminologie.*, 53(1).

F.-Dufour, Isabelle, Renée Brassard et Joane Martel 2015 An intégrative approach to apprehend désistance. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology* 59 (5) : 480–501. <https://doi.org/10.1177/0306624x13509781>.

Farrall, Stephen et Adam Calverley 2006 Understanding desistance from crime. Berkshire : Open University Press.

Glowacz. (2020). Mineurs judiciairisés pour délit sexuel : soutien de la désistance par le Good Lives Model. *Criminologie.*, 53(1).

Giordano, P. C., Cernkovich, S. A., & Rudolph, J. L. (2002). Gender, Crime, and Desistance : Toward a Theory of Cognitive Transformation. *American Journal Of Sociology*, 107(4), 990-1064. <https://doi.org/10.1086/343191>

Gros, G. (2010). Philippe Ariès : Entstehung und Nachwirkungen eines Interpretationsmodells der Kindheit. *Histoire de L Éducation*, 125, 49-72. <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2109>

Hart, W., & Healy, D. (2018). ‘An inside job’ : An autobiographical account of desistance. *European Journal Of Probation*, 10(2), 103-119. <https://doi.org/10.1177/2066220318783426>

- Healy, D. (2014). Becoming a Desister. *The British Journal Of Criminology*, 54(5), 873-891. <https://doi.org/10.1093/bjc/azu048>
- Hunter, B., & Farrall, S. (2017). Emotions, Future Selves and the Process of Desistance. *The British Journal Of Criminology*, 58(2), 291-308. <https://doi.org/10.1093/bjc/azx017>
- Huyette, M. (2017). Faut-il abaisser l'âge de la « majorité pénale » à 16 ans ? *Dossier : enfance délinquante* – JDJ n°361 et 362.
- Healy, Deirdre 2010 The dynamics of desistance : Charting pathways through change. Cullompton : Willan Publishing.
- Healy. (2020). Réimaginer la réinsertion sociale : le désistement assisté en Irlande. *Criminologie.*, 53(1).
- Jessica Filippi. (s. d.). La justice restaurative des jeunes un « droit » difficile d'accès. *Service de la Recherche et de la Documentation, ENPJJ, 16, Rue du Curoir, 59100 Roubaix, France. Criminologie, Vol. 56, No 1 (2023).*
- Koudou, O. (2009). Développement et désistement du comportement délinquant chez l'adolescent ivoirien. *Criminologie*, 42(1), 247-266. <https://doi.org/10.7202/029815ar>
- King, Sam 2013a Assisted desistance and experiences of probation supervision. *Probation Journal* 60 (2) : 136–151. <https://doi.org/10.1177/0264550513478320>
- King, Sam 2012 Transformative agency and desistance from crime. *Criminology & Criminal Justice* 13 (3) : 317–335. <https://doi.org/10.1177/1748895812452282>.
- Longo, M. E. (2021). L'âge éphémère : les définitions de la jeunesse à la lumière du temps. *Revue Jeunes et Société*, 1(1), 5-24. <https://doi.org/10.7202/1076133ar>
- LeBel, Thomas P., Ros Burnett, Shadd Maruna et Shawn Bushway 2008 The “chicken and egg” of subjective and social factors in desistance from crime. *European Journal of Criminology* 5 (2) : 131–159. <https://doi.org/10.1177/1477370807087640>.
- Lenkens. (2020). “I Need to Do This on My Own” Resilience and Self-Reliance in Urban At-Risk Youths. *Deviant Behavior : An Interdisciplinary Journal.*, 41(10).
- Lussier, E. (2020). Retour sur le concept de maturité dans le contexte du désistement de la délinquance durant la transition adolescence-vie adulte. *Criminologie.*, 53(1).
- Loeber. (1991). INITIATION, ESCALATION AND DESISTANCE IN JUVENILE OFFENDING AND THEIR CORRELATES. *The Journal of Criminal Law & Criminology.*, 82(1).
- Marta Anadón et François Guillemette. (s. d.). La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive ? *Actes du Colloque RECHERCHE QUALITATIVE : LES QUESTIONS DE L'HEURE*, ISSN 1715-8702-[http : //www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html) © 2007 Association pour la recherche qualitative.
- Mathloui, S. (2020). Facteurs favorisant le processus de désistance chez les jeunes Tunisiens déviants : analyse diachronique et synchronique d'une intervention interdisciplinaire. *Écrire le social*, n°2 juin 2020.

- Martin-Chenut, K. (2012). L'internationalisation des droits de l'homme et le modèle d'intervention à l'égard de « l'enfance en conflit avec la loi ». *Doctrine - RSC*, 789-806.
- Maruna, S., & Dubois, F. (2020). De la réhabilitation au désistement assisté : transcender le modèle médical. *Criminologie*, 53(1), 19-39. <https://doi.org/10.7202/1070500ar>
- McNeill, F. (2006a). A desistance paradigm for offender management. *Criminology & Criminal Justice*, 6(1), 39-62. <https://doi.org/10.1177/1748895806060666>
- McNeill, F. (2006b). A desistance paradigm for offender management. *Criminology & Criminal Justice*, 6(1), 39-62. <https://doi.org/10.1177/1748895806060666>
- McNeill, F., Farrall, S., Lightowler, C., & Maruna, S. (2012). How and why people stop offending : discovering desistance. *Insights Evidence Summaries To Support Social Services In Scotland*. <http://eprints.gla.ac.uk/79860/>
- Meyers, T. J., Wright, K. A., Young, J. T., & Tasca, M. (2017). Social support from outside the walls : Examining the role of relationship dynamics among inmates and visitors. *Journal Of Criminal Justice*, 52, 57-67. <https://doi.org/10.1016/j.jcrimjus.2017.07.012>
- Maier. (2022). Desistance, Social Justice and Lived Experience. *Journal of Prisoners on Prisons.*, 31(1).
- Nagels, C., De Fraene, D., & Christiaens, J. (2007). La réforme de la protection de la jeunesse (2004-2006). *Courrier Hebdomadaire du CRISP, n° 1937-1938*(32), 5-58. <https://doi.org/10.3917/cris.1937.0005>
- Nugent, B., & Schinkel, M. (2016). The pains of desistance. *Criminology & Criminal Justice*, 16(5), 568-584. <https://doi.org/10.1177/1748895816634812>
- Paternoster, R., Bachman, R., Bushway, S., Kerrison, E., & O'Connell, D. (2015). Human Agency and Explanations of Criminal Desistance : Arguments for a Rational Choice Theory. *Journal Of Developmental And Life-Course Criminology*, 1(3), 209-235. <https://doi.org/10.1007/s40865-015-0013-2>
- Paterson-Young. (2022). "We are Still Running around with the Same Rules, but We are Not the Same We Were 20 Years Ago" - Exploring the Perceptions of Youth Justice Professionals on Secure Training Centres. *Residential Treatment for Children & Youth.*, 39(4).
- PATERNOSTER. (2009). DESISTANCE AND THE "FEARED SELF": TOWARD AN IDENTITY THEORY OF CRIMINAL DESISTANCE. *The Journal of Criminal Law & Criminology.*, 99(4).
- Panuccio. (2012). Social Support, Motivation, and the Process of Juvenile Reentry: An Exploratory Analysis of Desistance. *Journal of Offender Rehabilitation.*, 51(3).
- Puglia, R., & Glowacz, F. (2018). Adolescents délinquants en transition vers l'âge adulte : analyse du processus de désistance à partir de leur récit. *Approches Inductives Travail Intellectuel et Construction des Connaissances*, 5(2), 71-101. <https://doi.org/10.7202/1054335ar>
- Quirion, B., Hamel, S., Gadbois, J., & Brunelle, N. (2021). La (ré)intégration sociocommunautaire comme réponse au morcellement organisationnel et clinique des personnes judiciairisées. *Criminologie*, 54(2), 13. <https://doi.org/10.7202/1084287ar>

Rea, J. (2015). L'évolution des modèles de justice pénale des mineurs en Europe. *Les Cahiers Dynamiques*, N° 64(2), 106-114. <https://doi.org/10.3917/lcd.064.0106>

Ronel, N., & Segev, D. (2013). Positive Criminology in Practice. *International Journal Of Offender Therapy And Comparative Criminology*, 58(11), 1389-1407. <https://doi.org/10.1177/0306624x13491933>

Sampson, R. J., & Laub, J. H. (2003). LIFE-COURSE DESISTERS ? TRAJECTORIES OF CRIME AMONG DELINQUENT BOYS FOLLOWED TO AGE 70*. *Criminology*, 41(3), 555-592. <https://doi.org/10.1111/j.1745-9125.2003.tb00997.x>

Villeneuve. (2020). Désistement assisté en contexte formel : une étude de la portée. *Criminologie.*, 53(1).

Villeneuve, M., F-Dufour, I., & Turcotte, D (2020). Désistement assisté : vecteur d'intégration sociocommunautaire pour des adolescents engagés dans une délinquance grave ou persistante. *Criminologie.*, 53(1), 225-252. <https://doi.org/10.7202/1070508ar>

Walgrave, L., & Zinsstag, E. (2014). Justice des mineurs et justice restaurative. *Les Cahiers Dynamiques*, n° 59(1), 32-40. <https://doi.org/10.3917/lcd.059.0032>

Woldgabreal, Y., Day, A., & Ward, T. (2016). Linking Positive Psychology to Offender Supervision Outcomes. *Criminal Justice And Behavior*, 43(6), 697-721. <https://doi.org/10.1177/0093854815620816>

Woldgabreal, Y., Day, A., & Ward, T. (2016). Linking positive psychology to offender supervision outcomes. *Criminal Justice and Behavior*, 43(6), 697-721. <https://doi.org/10.1177/0093854815620816>

Ward. (2004). THE GOOD LIVES MODEL AND CONCEPTUAL ISSUES IN OFFENDER REHABILITATION. *Psychology, Crime & Law.*, 10(3).

Weaver, Beth 2014 Control or change ? Developing dialogues between desistance research and public protection practices. *Probation Journal* 61 (1) : 8-26. <https://doi.org/10.1177/0264550513512890>.

Youf, D. (2003). Le nouveau droit pénal des mineurs. *Le Débat*, n° 127(5), 104-119. <https://doi.org/10.3917/deba.127.0104>

Zdun. (2018). Accumulated Uneasiness - A Pathway towards Desistance among Delinquent Youth. *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice.*, 26(1).

Zemel. (2018). Criminal Spin, Self-Control, and Desistance From Crime Among Juvenile Delinquents: Determinism Versus Free Will in a Qualitative Perspective. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology.*, 62(15).

Lois citées :

Loi du 15 mai 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et à la réparation du dommage. Moniteur Belge, 2 juin 2006. https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-15-mai-2006_n2006009443.html

Décret portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse. Moniteur Belge, 3 avril 2018. https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-18-janvier-2018_n2018011568.html

Livres :

Glowackz, F., & Born, M (2017). Psychologie de la délinquance (4^e éd.). De Boeck Supérieur.

Bihain, L. (Dir.). (2021). Manuel de l'aide et de la protection de la jeunesse. Larcier.

Cours :

Mathys, C. (2024 – 2025). Déclinaisons multiples autour du désistement et liens avec la pratique professionnelle du criminologue. Université de Liège.

Mathys, C. (2023 – 2024). Approche criminologique de la délinquance juvénile. Université de Liège.

Annexes

Le lien éducatif comme levier (Cf. Tableau 3 et 4)

Le lien éducatif comme levier central (=Thème 1). Ce thème est unanimement partagé par les 12 participants. Il est particulièrement appuyé par les professionnels du SPJ, du SARE et du CCMD, et aussi reconnu par les juges sensibles à la qualité de la relation humaine. Tous soulignent que le lien de confiance, l'authenticité et la posture non jugeante constituent le socle de tout accompagnement efficace. Étant donné la présence de plusieurs sous-thèmes qui peuvent être regroupés (consolidation des thèmes), nous avons décidé de consolider davantage les idées afin d'éviter que nos tableaux de résultats ne soient surchargés¹⁰ (Cf. Tableau 3) :

- Sous-thème 1 => construire un lien de confiance avec le jeune en conflit avec la loi ;
- Sous-thème 2 => la posture professionnelle comme condition du lien.

Tableau 3 : Le lien éducatif comme levier central

Sous-thèmes	Verbatim illustratif
Construire un lien de confiance avec le jeune en conflit avec la loi	<p>« (...) Je leur dis toujours, je suis les yeux et les oreilles du juge (...) et transparence, écoute, essayer de comprendre au-delà (...) moi quand un jeune se retrouve en IPPJ je vais le voir je n'attends pas dans mon bureau, il faut que je garde le lien » (P04, p.9 et 24 du verbatim)</p> <p>« (...) je mets souvent que l'humain et j'oublie le reste (...) je pense que si tu veux travailler efficacement dans le social, il faut être vraiment dans la relation. » (P09, p.18 du verbatim)</p> <p>« (...) on essaie de travailler sur une relation qui soit de confiance (...) de créer une bonne relation pour en parler, pour qu'il soit plus dans la réflexion, il faut qu'il y ait de la confiance. » (P13, p.5 du verbatim)</p> <p>« (...) Ici c'est le lien (...) on travaille dans l'humain, avec des jeunes qui ont des choses à vous raconter, des choses qu'il a envie, de l'aide (...) c'est plutôt une relation de confiance que j'ai avec eux. » (P12, p.4 du verbatim)</p> <p>« (...) en tant que travailleur, c'est offrir la possibilité aux jeunes de pouvoir créer des liens parcequ'un fois le lien est créé eh bien c'est le levier qui te permet d'aborder plein de choses (...) du coup, la relation de confiance sera installée (...) il pourra plus vite s'orienter vers toi. » (P08, p.23 du verbatim)</p>
La posture professionnelle comme condition du lien	<p>« (...) j'ai pour pratique de travailler dans la transparence (...), mais mon objectif sera toujours de comprendre pourquoi il a transgressé la loi, pourquoi il n'a pas respecté (...) parce que je suis convaincu qu'il y a toujours une explication. (...) avoir un rôle d'être toujours là quoi » (P04, p.3 et 19 du verbatim)</p>

¹⁰ Idem pour tous les tableaux de résultats

	<p>« (...) notre mission c'est de guider le jeune (...) il fait son travail d'intérêt général, mais le prétexte c'est d'être là pour le jeune et de parler avec lui. » (P13, p.30 du verbatim)</p> <p>« (...) j'aime bien voir le bon et le positif dans tout, s'arrêter juste sur un jeune qui a fait ça, ce n'est pas ma perception des trucs (...) du coup je n'étiquette pas, je rencontre et je fais connaissance en fait. » (P08, p.10 du verbatim)</p> <p>« (...) Plus je suis moi-même avec les jeunes, plus je crée le lien (...) il faut une forme de transparence, gommer un peu le côté intervention (...) il faut un peu d'humilité, un peu de naturel. » (P09, p.31-32 du verbatim)</p> <p>« D'avoir quand même un comportement vis-à-vis du jeune qui soit bienveillant, à l'écoute, compréhensif, mais cadrant aussi (...) très transparent(e) » (P13, p.22 du Verbatim)</p>
--	--

L'approche individualisée comme nécessité (= **Thème 7**). Face à la complexité des parcours, les participants insistent sur la nécessité d'un accompagnement sur mesure. Cette idée est présente dans les douze entretiens, avec une forte intensité dans les discours des professionnels du SPJ, du CCMD et des juges de la jeunesse (Cf. Tableau 4) :

- Sous – thème 1 => adapter l'accompagnement à la singularité de chaque jeune.

Tableau 4 : L'approche individualisée comme nécessité

Sous – thème	Verbatim illustratif
Adapter l'accompagnement à la singularité de chaque jeune	<p>« (...) c'est important de pouvoir travailler avec chaque jeune, mais de façon individuelle (...) individualiser aussi les interactions parce que chaque jeune est différent et chaque jeune a besoin de quelque chose de différent (...) Quand on travaille dans ce milieu aussi, c'est qu'on a déjà un certain seuil de tolérance, une certaine ouverture d'esprit (...) » (P10, p.7 et 14 et 23 du verbatim)</p> <p>« On ne va pas proposer le même accompagnement à un jeune qui fait des vols avec violence qu'un autre impulsif à l'école (...) C'est du cas par cas, je n'ai encore jamais rencontré de cas similaire. (...) on construit ensemble dans la comparaison. » (P07, p.3 et 9 du verbatim)</p> <p>« (...) Chaque jeune est différent et chaque jeune a besoin de quelque chose de différent (...) il faut individualiser aussi les interactions. (...) il faut pouvoir prendre l'intérêt de chaque jeune dans un cadre très cadenassé. » (P10, p.3 du verbatim)</p> <p>« (...) Ils sont tous différents les jeunes. Il n'y en a pas deux les mêmes (...) c'est personnalisé comme travail » (P13, p.15 du verbatim)</p> <p>« C'est du cas par cas (...) ça dépend de la maturité de chaque jeune (...). » (P06, p.11 du verbatim)</p>

	<p><i>« C'est du cas par cas (...) un comportement délinquant peut avoir un sens tellement différent pour un jeune et pour un autre. (P05, p8 du verbatim)</i></p> <p><i>« (...) Ce sont quand même des jeunes qui ont un parcours de vie plutôt atypique, qui ont eux-mêmes vécu de la violence (...) livrés à eux-mêmes. Ce sont souvent des jeunes malheureusement qui sont fragilisés par la vie. » (P02, p.17 du verbatim)</i></p> <p><i>« (...) Neuf jeunes sur dix, je les vois avant tout comme des victimes (...) Tous ces problèmes d'aujourd'hui, c'est le résultat des problèmes qu'ils ont eus dans leur enfance. » (P09, p.14 du Verbatim)</i></p> <p><i>« Ce sont des jeunes qui sont violents (...) c'est de la souffrance. Il y a beaucoup de souffrance. Le parcours de vie est brisé. » (P12, p.25 du verbatim)</i></p>
--	--

Le désistement dans les pratiques sans le nommer (Cf. Tableau 5 et 6)

La méconnaissance (ou l'intuition) du désistement et désistement assisté (**Thème 8**). Le terme « désistement » est rarement utilisé explicitement par les professionnels (9 sur 10 participants). Cependant, ils doivent tous des démarches éducatives ou judiciaires dans une logique de désistement assisté (ex. : accompagnement individualisé, lien de confiance avec les accompagnateurs, structuration d'un cadre). Cette pratique intuitive, mais non théorisée suscite l'intérêt d'un des participants du SPJ, qui souhaite l'intégrer dans sa pratique (Cf. Tableau 5) :

- Sous – thème 1 => non-connaissance ou intuition du concept désistement ;
- Sous – thème 2 => intuition du désistement assisté.

Tableau 5 : La méconnaissance (ou l'intuition) du désistement et désistement assisté

Sous - thème	Verbatim illustratif
Non-connaissance ou intuition du concept désistement	<p>« Bah c'est un terme que je n'ai jamais entendu, errance oui, spirale délinquante oui, mais le désistement jamais, jamais, ce n'est pas dans le jargon. » (P04, p.17 du verbatim)</p> <p>« Non, hahahahha. » (En réponse à la question : avez-vous déjà entendu parler du concept de désistement assisté ?) (P09, p.30 du verbatim)</p> <p>« Je l'avais déjà entendu, mais je ne me suis jamais vraiment arrêté là-dessus. » (P08, p.30 du verbatim)</p> <p>« Non déjà le mot ne me parlait pas beaucoup personnellement. » (P13, p.30 du verbatim)</p>
Intuition du désistement assisté	<p>« Le concept du désistement assisté, ça veut dire quoi, qu'il sera résolu à ne pas commettre un fait parcequ'il aurait été aidé par quelqu'un, parce qu'il avait des personnes ressources autour de lui. » (P07, p.45 du verbatim) (...) Chacun doit jouer son rôle ... pour renforcer un jeune dans son désistement, c'est tout le monde qui participe. » (P07, p.49 du verbatim)</p> <p>« Toutes les mesures visent à assister le jeune pour qu'il soit moins nocif pour lui-même et la société. » (P13, p.30 du verbatim)</p> <p>« Je n'ai jamais entendu parler du concept de désistement assisté. J'imagine que c'est un peu le processus de réinsertion tout en étant très accompagné par les services compétents (...) c'est un accompagnement derrière durant tout le processus de désistement jusqu'à la fin. » (P02, p.14-15 du verbatim)</p> <p>« Je suppose que c'est le fait d'accompagner le jeune dans ce processus-là (...), mais ça je suis convaincu que le délégué à son rôle à 2000 %, mais il n'est pas toujours respecté (...) le/la délégué(e) est très fil rouge, il/elle est là du début à la fin. » (P04, p.45 du Verbatim)</p>

Le processus de désistement comme cheminement complexe (=Thème 2). Les participants décrivent le désistement comme un processus non linéaire, jalonné de ruptures, de retours en arrière et de moments de prise de conscience. Ce thème est transversal, bien que certains juges insistent davantage sur des indicateurs de réussite visibles (ex. : arrêt de FQI), tandis que les intervenants éducatifs valorisent le cheminement intérieur (Cf. Tableau 6) :

- Sous-thème 1 => un processus non linéaire avec avancées et rechutes ;
- Sous – thème 2 => prise de conscience et transformation personnelle.

Tableau 6 : Le processus de désistement comme cheminement complexe

Sous – thème	Verbatim illustratif
Un processus non linéaire avec avancées et rechutes	<p>« ça dépend du cas par cas (...) c'est des jeunes qui se découragent très vite (...) Parfois ça se mets par des intervenants, par le jeune lui-même, par les parents aussi. » (P07, p.25 du verbatim)</p> <p>« (...) ce jeune pendant 6 mois a été dans une réinsertion ou dans un processus de désistement hyper flagrant (...) et puis tout s'est arrêté [l'accompagne] (...) et un mois plus tard, il y a eu de nouveaux faits. » (P02, p.10 verbatim)</p> <p>« Pour moi, la désistance, c'est un processus, donc ça prend du temps, c'est un pas en avant, un pas en arrière et c'est ... c'est sortir de ce ... de la vision du coup de la délinquance dans laquelle sont les jeunes (...) s'il n'y a pas de dialogue, on ne peut pas travailler le processus de désistance chez eux (...) » (P11, p.13 du verbatim)</p>
Prise de conscience et transformation personnelle	<p>« Pour moi, c'est dès qu'il y a une remise en question (...) même minime, du moment que le jeune commence à dire 'j'ai peut-être merdé', le processus est enclenché. » (P11, p.16 du verbatim)</p> <p>« (...) On sent la différence du jeune garçon qui arrive et du petit homme qui s'en va (...) où la maturité commence à s'opérer. » (P10, p.19 du verbatim)</p> <p>« Pour moi, un jeune est dans ce processus s'il a pris conscience qu'il était sur le mauvais chemin (...) ça nécessite une prise de conscience de l'intéressé (P09, p.11 et 12 du verbatim)</p> <p>« (...) C'est comme s'il y avait eu un déclic (...) il se dit qu'il n'est pas qu'un délinquant (...) il s'accroche à une vie normale. » (P07, p.22 du verbatim)</p>

Accompagner malgré les contraintes (Cf. Tableau 7 ; 8 et 9)

La posture professionnelle entre engagement et contrainte (= **Thème 3**). Les participants témoignent d'un équilibre délicat entre leur engagement et les contraintes institutionnelles. Ce tiraillement est particulièrement ressenti dans les structures fermées (ex. : CCMD), mais aussi chez les services tels que le SPJ. Certains juges expriment également cette tension entre leur rôle d'autorité et leur volonté d'accompagner humainement (Cf. Tableau 7) :

- Sous – thème 1 : l'engagement dans une posture éducative ;
- Sous – thème 2 => les contraintes institutionnelles et tensions vécues.

Tableau 7 : la posture professionnelle entre engagement et contrainte

Sous – thèmes	Verbatim illustratif
L'engagement dans une posture éducative humaine et souple	<p>« <i>Moi ma philosophie c'est toujours : je ne vais pas être frustré parce qu'il n'y a pas d'obligation de résultat (...) ce que je vais leur inculquer ce sont des choses qui vont leur servir dans l'avenir (...) je n'ai pas besoin de quelque chose en retour.</i> » (P10, p.22-23 du verbatim)</p> <p>« (...) j'essaie d'être honnête dans les relations que j'ai avec eux, j'essaie de mouiller le maillot, j'essaie de justifier mon salaire (...) après ça prend, ça ne prend pas. » (P09, p.22 du verbatim)</p> <p>« <i>Il y a cette idée que je m'investis vis-à-vis d'eux, je reviens sur la notion de l'humain (...) (P07, p.34 du verbatim)</i></p>
Les contraintes institutionnelles et tensions vécues	<p>« <i>Et ça c'est la frustration (...) tu as un jeune, tu veux une place, mais elle est réservée pour un autre cas plus grave (...) et le tien retourne dans la rue (...) c'est le système, il n'y a pas assez de place</i> » (P07, p.42 du verbatim)</p> <p>« (...) Le juge me dit qu'il faut un placement, mais moi, parfois, je n'ai pas les moyens, les SRG sont complets » (P02, p.3 et 4 du verbatim)</p> <p>« <i>Le cadre est tellement strict ici, tellement rigide, qu'il n'y a pas beaucoup de moyens d'action (...) il faut des gens de l'extérieur, mais personne ne vient jusqu'à ici.</i> » (P11, p.7 du verbatim)</p> <p>« <i>L'évolution de la société, pour moi, est un frein total (...) on n'est pas dans une logique sociale, c'est la jungle.</i> » (P09, p.16 du Verbatim)</p> <p>« <i>On demande aux jeunes carencés d'être beaucoup plus forts que des enfants qui ont une vie normale entre guillemets ou pas poly traumatisé.</i> » (P04, p.53 du verbatim).</p>

La perception des dispositifs d'accompagnement (=Thème 4). Les services mandatés (EMA, SARE, séjour de rupture) sont globalement perçus comme efficaces, mais leur accessibilité reste inégale. Les juges, SPJ, et SARE valorisent leur rôle complémentaire (Cf. Tableau 8) :

- Sous – thème 1 => Perceptions des dispositifs d'accompagnement.

Tableau 8 : La perception des dispositifs d'accompagnement

Sous – thèmes	Verbatim illustratif
Perceptions des dispositifs d'accompagnement	<p>« (...) pour les projets écrits, malgré les travaux d'intérêt général, parce qu'au-delà des prestations d'intérêt général, SARE fait vraiment un accompagnement, bien souvent. » (P05, p.13 du verbatim).</p> <p>« On a l'EMA (...) ils sont vraiment très très très bien (...) ils font du vrai intensif en famille (...) grâce à eux, on peut prendre des, je ne vais pas dire nécessairement des bonnes décisions parce qu'on peut quand même se tromper, mais les décisions qui sont les plus adéquates à la situation du jeune dans son ensemble. » (P07, p.8 du verbatim)</p> <p>« (...) Les accompagnateurs EMA ou SARE (...) ils voient plus souvent le jeune et sa famille. Ils savent mieux évaluer le type de relation et ce qui mobilise. » (P05, p.11 du verbatim)</p> <p>« L'EMA, c'est vraiment nos yeux. Ils nous renvoient des choses de toute la dynamique familiale, du contexte social (...) EMA, ils nous remettent l'humain au centre. » (P07, p.7 du verbatim)</p> <p>« (...) Avec les SARE et les EMA, ça se passe très bien (...) avec le SAJ et SPJ c'est un peu plus compliqué, ils sont submergés. » (P05, p.16 du verbatim)</p> <p>« Le SARE, c'est hyper efficace (...) ils s'occupent des médiations, des prestations, des modules. » (P07, p.3 du verbatim)</p> <p>« On collabore beaucoup avec l'équipe EMA, la famille, l'école... Il y a beaucoup de complémentarité (...) je trouve qu'il faut continuer ces concertations. » (P13, p.29 du verbatim)</p>

Les freins contextuels et structurels (=Thème 6). Tous les participants dénoncent un manque criant de moyens, de places indisponibles pour le jeunes en conflit avec la loi et de manque de

continuité dans l'accompagnement. Ces freins structurels touchent particulièrement le SPJ, les juges et le CCMD, mais sont également ressentis dans les autres secteurs (Cf. Tableau 9) :

- Sous -thème 1 => les limites institutionnelles et le manque des moyens ;
- Sous – thème 2 => les ruptures dans les parcours de suivi ;
- Sous – thème 3 => la surcharge et l'impuissance des professionnelles.

Tableau 9 : Les freins contextuels et structurels

Sous – thèmes	Verbatim illustratif
Les limites institutionnelles et les manques de moyens	<p>« (...) alors on pourrait débattre du manque des moyens de l'aide à la jeunesse et du social en général (...) c'est tout un circuit qui est saturé. ». (...) si on s'occupait des mineurs délinquants qui sont en danger et donc si on s'occupait des mineurs en danger, je pense que par contre on aurait moins de délinquants, si on avait plus de moyens pour aider ses jeunes. » (P04, p.22 et 23 du Verbatim)</p> <p>« (...) les moyens sont très limités je pense (...) on est restreint, la moitié des budgets ne serait-ce que pour la nourriture, aller offrir un cadre avec plus de moyens, plus d'objectifs reéducatifs, ça devient compliqué. » (P10, p.26 du Verbatim)</p> <p>« (...) on choisi en fonction du besoin de l'enfant, mais aussi en fonction bah des moyens qu'on a parce que ça aussi c'est important de relever, c'est qu'on n'a pas toujours les meilleurs moyens pour pouvoir répondre de manière favorable et adéquate aux besoins de l'enfant (...) je dois pallier ces carences-là » (P02, p.3 du Verbatim)</p> <p>« (...) euh l'aide à la jeunesse, le social de manière général, c'est quand même du non-marchand donc c'est un secteur qui a rarement les moyens nécessaires (...) tu dois apprendre à bricoler. » (P09, p.6 du verbatim)</p> <p>« (...) pour travailler ce truc (désistement), il faut aussi mettre des moyens en place et leur proposer autre chose, soit sous une autre forme, soit de totalement différent, mais encore une fois on n'a pas les moyens. » (P11, p.14 du verbatim)</p> <p>« (...) le temps est un fameux facteur aidant pour nous parce qu'il nous faut du temps pour accompagner des jeunes qui sont dans des systèmes de délinquance (...) un minima un an, mais en moins d'un an c'est impossible (...), mais il me faut au moins quatre ans pour, si on parle de jeune en désistement hein. » (P04, p.36 du verbatim).</p> <p>« (...) je pense que le système belge, en tout cas, vise la non-récidive (...) des mesures éducationnelles, (...) des trucs de prévention parce que l'idée générale, c'est de se dire tout jeune est capable de changer et peut encore changer (...), mais dans les faits, c'est peut-être trop morcelé et qu'il n'y a pas assez de suivi par rapport à ... il y a peut-être trop de services qui ne travaillent pas assez ce côté désistement. » (P08, p.14 du verbatim)</p>

	<p>« Les IFAPME, les CEFA, etc c'est incroyable comme galère pour trouver des patrons, le nombre de jeunes qu'on a ici qui cherchent des patrons, qui ne trouvent pas ... c'est triste, ça fait des années qu'on le dit, des années qu'on le constate. » (P09, p.16 du Verbatim)</p>
<p>Les ruptures dans les parcours de suivi</p>	<p>« C'est plus dur à cet âge là [16 ans – 17 ans], on parle déjà de « et tu vas faire quoi à 18 ans ? » c'est plus compliqué (...) parce qu'on sait que le temps va aller vite et il faut déjà penser à l'avenir et donc on les responsabilise (...) faut taper juste quoi, faut proposer les bonnes mesures au bon moment, il faut qu'on soit beaucoup plus tac tac quoi » (P04, p.36 du Verbatim)</p> <p>« (...) dans l'aide à la jeunesse en tout cas je crois que c'est un gros problème, parce que pendant X temps, le mineur est pris en charge, il est pris en charge, il est pris en charge et puis boum à sa majorité et bah reste dans ta merde, aussi platement je le dis, mais c'est quelque part ça (...) tu es majeur, tu te débrouilles par toi-même et si tu n'as pas la confiance en toi ou tu n'as pas assez de personnes repères autour de toi, tu vas tomber directement. » (P08, p.12 du verbatim)</p> <p>« Il y'a des jeunes qui avaient commencé un processus de réinsertion et la procédure de dessaisissement est venue tout casser (...) ils arrivent ici alors qu'ils avaient peut-être entamé une formation, ou un travail (...) et ça, ça leur dit que tout ce qu'ils ont fait ne sert à rien. (...) Donc ils repartent à zéro » (P11, p.20 du verbatim)</p>
<p>La surcharge et l'impuissance des professionnels</p>	<p>« (...) les services cruciaux comme les SAJ, etc ... Sont toujours débordés (...) le SAJ et le SPJ (...) ils souffrent bien de cette réalité, c'est l'absence d'options, c'est l'absence de solutions, c'est compliqué. » (P09, p.25 du verbatim)</p> <p>« (...) par contre au SPJ au niveau socio-judiciaire je trouve qu'ils sont débordés, ils ne sont pas très présents (...) qui ont beaucoup de poids sur les épaules sans doute, parce que nous on s'occupe des délinquants, mais eux s'occupe des enfants en danger aussi et pas que des délinquants. » (P13, p.28 du verbatim)</p> <p>« (...) pour le moment on a vraiment de grosses difficultés parce que tous les services sont bouchés en fait. (P05, p.2 du verbatim)</p> <p>« Des jeunes qui sont dans cette délinquance grave et persistante ... vous êtes obligés de passer par du fermé, IPPJ fermé ... et ça franchement, les listes d'attente c'est à pleurer. » (P07, p.41 et 42 du verbatim)</p>

Le rôle de l'environnement et des ressources périphériques (Cf. Tableau 10)

Les facteurs de protection dans l'environnement du jeune (= **Thème 5**). Le soutien familial, scolaire et social apparaît comme un levier fondamental dans le processus de désistement. Les juges comme les professionnels de terrain s'accordent sur le rôle décisif des personnes ressources et du réseau du jeune (Cf. Tableau 10) :

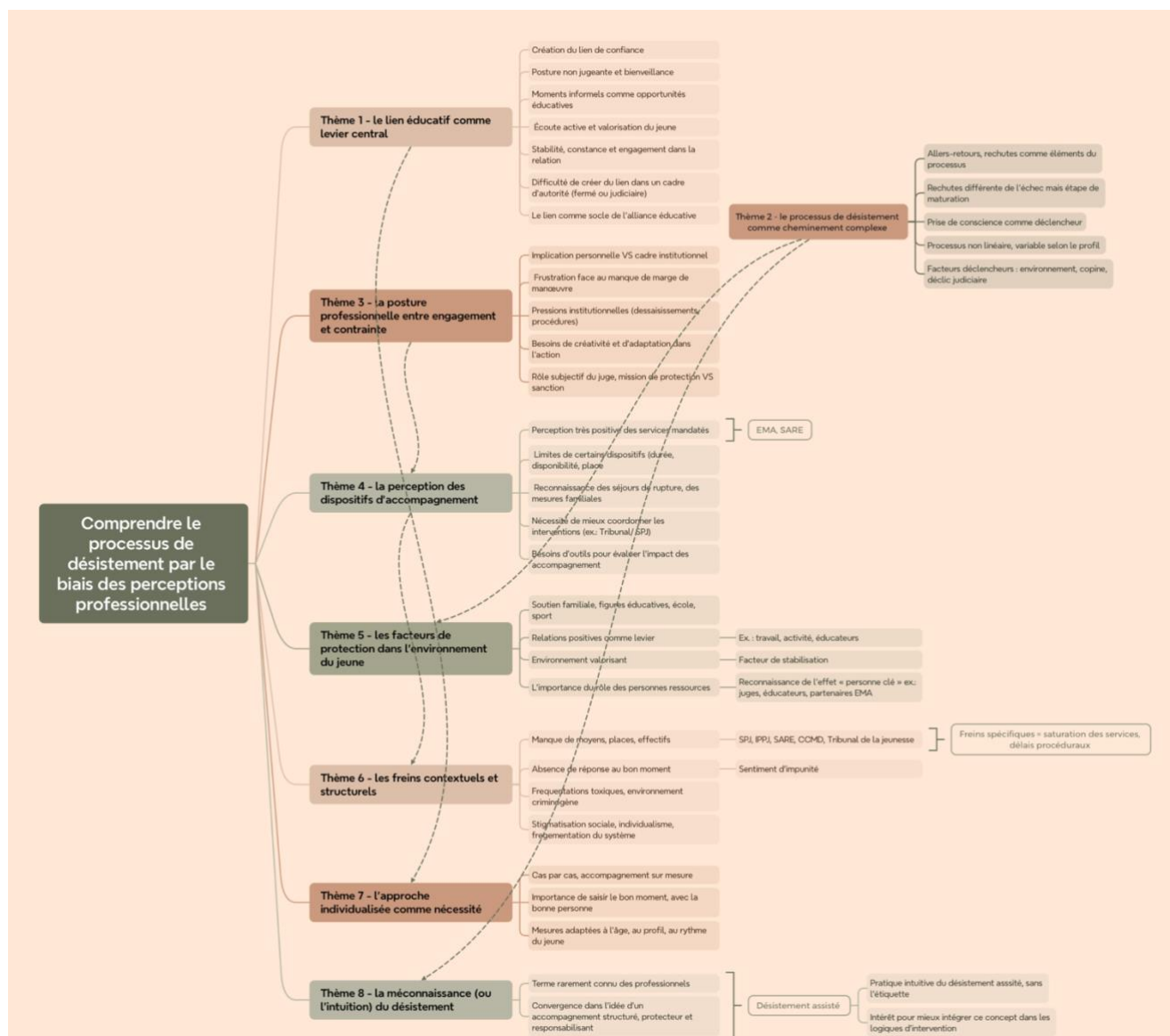
- Sous – thème 1 => les relations éducatives, scolaires et professionnelles comme leviers du désistement ;
- Le rôle stabilisateur de l'environnement et du soutien familial.

Tableau 10 : Les facteurs de protection dans l'environnement du jeune

Sous – thème	Verbatim illustratif
Les relations éducatives, scolaires et professionnelles comme leviers du désistement	« (...) des fois je leur dis faut que t'aie faire du sport donc on leur dit (...) on essaye de retrouver l'école, on essaye une activité sportive, des activités de manière générale (...) je trouve que c'est quelque chose qui influence très fort » (P07, p.31 du Verbatim).
	« (...) l'insertion scolaire (...) ça structure une vie l'école (...) il n'y a pas de valorisation par l'école, il y a une perte de repère » (P06, p.11 du Verbatim)
	« (...) celui qui ne trouve pas sa place a l'école (...), trouver un travail où il est soumis à un rythme avec un patron qui lui fait confiance (...) il n'aura plus envie de sortir le soir faire des conneries. » (P05, p.7 du Verbatim)
	« (...) je crois il y a quand même des jeunes (...) qui arrivent à trouver une accroche auprès d'un intervenant, près d'un éducateur qui un moment donné ont un éclair de lucidité (...) » (P06, p.10 du Verbatim)
	« (...) le sport, le fait de se dépasser soi-même (...) on fait partie d'un groupe avec des valeurs (...) il y a aussi les jobs étudiants, la petite copine, les repères. » (P13, p.14 du verbatim)
	« (...) moi j'ai l'impression que dès qu'ils commencent à se mettre au travail, ils identifient la personne, en tout cas s'ils aiment bien ce qu'ils font, ils identifient cette personne-là qui est un repère pour eux » (P08, p.9 du verbatim)
	« (...) l'identification de repères, les repères sont bien définis, je crois c'est plus quelque chose de cet ordre là. » (P08, p.8 du verbatim)
	« La prévention doit aussi s'activer, ce n'est pas que nous qui pouvons le faire avec les jeunes adolescents de 14-15 ans (...) il y a des choses bien ancrées

	<p>(...) il aurait peut-être fallu une prévention plus tôt pour qu'il ne devienne pas aussi délinquant (...) (P13, p.31 du verbatim)</p> <p>« Il y avait un truc qu'on me proposait, mais qu'on ne me propose plus, et je trouve que ça aurait dû susciter réflexion, le stage parental (...) il y a des parents qui se font avoir par leurs enfants, notamment quand ils ne parlent pas bien français (...) si on avait pu prévenir ça plus tôt, on aurait peut-être pu éviter le glissement. » (P04, p.55-56 du verbatim)</p> <p>« Il faudrait déjà avoir des professionnels là où ça commence à dérailler. Dans nos écoles, dans les structures de base. » (P12, p.42 du Verbatim)</p>
<p>Le rôle stabilisateur de l'environnement et du soutien familial</p>	<p>« (...) c'est important d'avoir un entourage. » (P06, p11 du Verbatim)</p> <p>« (...) il y a l'aspect familial qui peut jouer, il y a l'aspect au niveau des amis, des copains (...) il y a une influence extérieure qui va même souvent être plus présente » (P10, p.18 du Verbatim)</p> <p>« (...) le rôle social, mais le rôle de ces relations sociales une fois parties les intervenants aussi que j'ai mandatés si j'ose dire quoi, donc c'est ses parents, ses amis, c'est plein de gens, c'est sa petite copine (...) » (P07, p.49 du Verbatim).</p> <p>« (...) la petite copine, mine de rien, la petite copine aussi, ça peut aider à sortir de ce truc-là (la délinquance). » (P08, p.9 du verbatim)</p> <p>« Je pense que quand on a quand même une famille contenant et soutenante, c'est une aide précieuse pour nos jeunes (...) le milieu familial y joue beaucoup et le réseau de manière générale. » (P02, p.13 du Verbatim)</p> <p>« Je pense qu'il faut que le jeune soit entouré, j'en suis convaincue (...) le soutien social peut venir de la famille ou des intervenants, mais sans soutien, c'est encore plus dur. » (P04, p.41 du verbatim)</p>

Arbre thématique



L'arbre thématique présente ci-dessous les huit thèmes issus de l'analyse des entretiens menés auprès de professionnels. Chaque thème est organisé en plusieurs sous-thèmes, et des flèches indiquent les relations pertinentes entre certains d'entre eux, tel qu'elles ont émergé des discussions.

Une première articulation se dessine entre le thème 1 (le lien éducatif comme levier central) et le thème 7 (l'approche individualisée comme nécessité). Le lien de confiance, la posture non jugeante et l'écoute active ne peuvent se construire que si l'accompagnement est adapté au profil du jeune. Les professionnels insistent sur l'importance de saisir le bon moment de proposer les mesures adéquates à l'âge, au rythme ou à la situation du jeune, et sur la souplesse nécessaire dans le choix des outils éducatifs. Ces deux thèmes sont donc étroitement imbriqués, car l'un rend possible l'autre.


Le thème 2 (le désistement comme processus complexe) est mis en lien avec le thème 8 (la méconnaissance ou l'intuition du concept de désistement assisté). Bien que le terme soit rarement mobilisé, les propos recueillis montrent que les professionnels décrivent intuitivement une logique de désistement assisté, notamment un accompagnement structuré, individualisé et progressif, visant à permettre un changement identitaire. Les participants évoquent le rôle du déclic, la nécessité d'un cadre et la fonction du professionnel comme repère, ce qui montre une compréhension empirique du phénomène, bien que non nommée comme telle.

Les thèmes 3, 4 et 6 constituent un ensemble centré sur l'accompagnement professionnel, pris entre engagement, outils disponibles et freins structurels. Les professionnels décrivent leur posture comme tiraillée entre leur volonté éducative et les contraintes du cadre institutionnel, comme le manque des moyens, la lourdeur des procédures, les discontinuités dans les parcours de suivi. Les dispositifs d'accompagnement sont parfois perçus comme inadaptés ou rigides, ce qui alimente un sentiment d'impuissance. Les sous-thèmes, tels que la surcharge des services, la sélection selon les moyens disponibles, ou encore les ruptures à la majorité, viennent illustrer ces tensions.

Enfin, le thème 5 (les facteurs de protection dans l'environnement du jeune) clôture l'arbre comme étant un lien qui découle du thème 2. Il met en évidence les leviers identifiés par les professionnels comme facilitateur du désistement : le soutien familial, la présence de figures éducatives positives, la possibilité de se réinsérer par le sport, l'école ou le travail. Ces éléments sont à la fois des points d'accroches concrets et des repères symboliques qui permettent au jeune de se stabiliser et de se projeter autrement.

L'arbre rend ainsi visible une logique d'ensemble dans laquelle le désistement est perçu par les professionnels comme un processus qui naît dans la relation, se construit par une approche individualisée et s'appuie sur une prise de conscience progressive ainsi que sur le développement d'une certaine maturité. Ce cheminement se heurte toutefois à des contraintes systémiques importantes, mais peut être renforcé par des ressources humaines et sociales extérieures, telles que l'environnement familial, éducatif ou professionnel du jeune.

Guide d'entretien

«  : Cet entretien porte sur votre perception du processus de désistement chez les jeunes mineurs en conflit avec la loi. L'objectif est de mieux comprendre comment vous définissez ce processus, quels sont selon vous les facteurs qui l'influencent et comment votre rôle en tant que professionnel peut soutenir cette dynamique. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses, l'important est d'avoir votre vision et votre expérience. Vous pouvez arrêter l'entretien lorsque vous le souhaitez sans me justifier les raisons et vous êtes libre durant l'entretien d'amener les choses comme vous le souhaitez.

Mais avant de commencer, est-ce que vous pouvez me dire ce qui vous a incité à participer à ma recherche, des informations sur votre parcours professionnel et donc ainsi nous pourrions commencer l'entretien. »

QUESTIONS		RELANCES
BLOC 1. Parcours et perceptions générales du public mineur <i>Objectif : recueillir des informations générales sur les professionnels interrogés pour contextualiser leurs réponses.</i> Lien : cette partie sert à collecter des informations socio-professionnelles pour mieux comprendre le point de vue des participants. Elle correspond à la contextualisation du sujet dans la partie « introduction » ou « méthodologie »	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous présenter brièvement et décrire votre rôle au sein de votre institution ? 2. Depuis combien de temps travaillez vous auprès des jeunes en conflit avec la loi ? 3. Quels types d'accompagnement ou de suivi proposez vous aux jeunes en conflit avec la loi ? 4. Dans quelle mesure votre cadre institutionnel influence-t-il la manière dont vous accompagnez ces jeunes ? 5. Y a-t-il des tensions entre votre perception individuelle et les attentes de votre institution dans la prise en charge de ces jeunes ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont vos principales missions auprès des jeunes mineurs ? • Avez-vous remarqué des évolutions dans votre pratique au fil du temps ? • Avez-vous des marges de manœuvre dans la façon dont vous les accompagnez ?

QUESTIONS		RELANCES
BLOC 2. Compréhension et perception du désistement <i>Objectif : comprendre comment les professionnels perçoivent le processus de</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Selon vous, que signifie le terme « désistement » (ou « desistance ») dans le cadre des jeunes en conflit avec la loi ? 2. À partir de quand peut-on considérer qu'un jeune est entré dans un processus de désistement ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Comment distingueriez-vous un jeune en phase de désistement d'un autre qui ne l'est pas ? - Y-a-t-il des indicateurs qui permettent

<i>désistement et les trajectoires des jeunes. Recueillir des définitions personnelles et spontanées du désistement</i> Lien : chapitre I	3. Selon votre expérience, ce processus est-il linéaire ou marqué par des ruptures ?	d'objectiver cette transition ? - Avez-vous des exemples concrets illustrant ce phénomène ?
---	--	--

La définition du désistement [proposé lorsque les participants avaient une méconnaissance sur les deux concepts] : désigne le processus par lequel une personne qui a eu des comportements délinquants cesse progressivement d'en commettre. Il ne s'agit pas simplement d'un arrêt soudain, mais plutôt d'un cheminement marqué par des avancées, des hésitations et parfois des rechutes. Plusieurs facteurs peuvent influencer ce processus, comme la maturation personnelle (Gottfredson & Hirschi, 1990), les opportunités sociales et professionnelles (Giordano & al., 2002), le soutien des proches et des professionnels (Laub & Sampson, 2003) ainsi que l'adoption d'une nouvelle identité sociale éloignée de la délinquance (Maruna, 2001).

Il existe également un « désistement assisté », où l'accompagnement des professionnels joue un rôle clé en soutenant et en facilitant cette transition vers un mode de vie sans délinquance (Dufour & al., 2018).

QUESTIONS		RELANCES
BLOC 3. Facteurs et stratégies favorisant le désistement Lien : Chapitre I et II.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment percevez-vous les jeunes avec lesquels vous travaillez ? 2. Selon vous, quels sont les principaux défis ou obstacles auxquels ces jeunes sont confrontés dans leur parcours de désistement ? 3. Quels sont, selon vous, les éléments extérieurs (comme l'environnement social, les soutiens ou certaines opportunités) qui peuvent influencer le parcours de désistement d'un jeune en conflit avec la loi ? 4. Certains modèles théoriques du désistement insistent sur l'importance du soutien social ou des changements identitaires. Vous retrouvez-vous dans ces approches ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il des facteurs qui vous semblent plus déterminants que d'autres ? • Avez-vous observé des situations où l'absence d'opportunités a freiné un jeune dans son parcours ? • Le réseau social d'un jeune peut-il être un frein au désistement ?

QUESTIONS		RELANCES
<p>BLOC 4. Accompagnement et perception du désistement assisté <i>Objectif : explorer les approches et outils utilisés par les professionnels pour soutenir le désistement.</i></p> <p>Lien : chapitre II + III. Cette partie se concentre sur les approches et modèles théoriques liés au désistement assisté. Les questions visent à explorer comment les modèles théoriques et les stratégies d'intervention sont mis en pratique sur le terrain, même si les participants ne connaissent pas ces concepts de manière explicite.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. En tant que professionnel, quel rôle pensez-vous jouer dans le processus de désistement ? 2. Comment évaluez-vous l'impact de votre intervention sur la trajectoire des jeunes que vous accompagnez ? Quels indicateurs utilisez-vous pour mesurer ce succès ou cet impact ? 3. Quels dispositifs ou pratiques d'accompagnement mettez-vous en place dans votre travail ? 4. Quels sont les principaux défis que vous rencontrez dans l'accompagnement des jeunes vers le désistement ? 5. Comment évaluez-vous l'accompagnement socio-judiciaire actuel dans le soutien au désistement durable ? Quelles en sont, selon vous, les forces et les limites ? 6. Avez-vous déjà entendu parler du concept de « désistement assisté » ? Comment le définiriez-vous ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Avez-vous des outils spécifiques pour évaluer l'évolution d'un jeune ? • Quels résultats concrets observez-vous avec les approches que vous utilisez ? • Quels sont les objectifs de ces dispositifs et comment évaluez-vous leur impact ? • Rencontrez-vous des limites institutionnelles dans votre action ? • À votre avis, en quoi ce concept diffère-t-il du désistement assisté ? • Pensez-vous que votre intervention reflète davantage une approche subjective (changement interne du jeune), sociale (opportunités extérieures) ou mixte ?

QUESTIONS		RELANCES
<p>BLOC 5. Recommandations et perspectives <i>Objectif : permettre aux participants de partager des idées ou observations supplémentaires.</i></p> <p>Lien : Ce bloc ouvre la discussion pour inclure les points de vue non explorés et relie les réponses aux pistes</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles améliorations proposerez-vous pour renforcer l'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi dans leur processus de désistement ? 2. Selon vous, quels acteurs devraient être davantage impliqués pour favoriser le désistement des jeunes ? 3. Comment percevez-vous les allers-retours et les échecs éventuels dans un parcours de désistement ? 4. Pour conclure, y a-t-il un point que vous souhaiteriez 	<ul style="list-style-type: none"> • La collaboration entre les services est-elle suffisante aujourd'hui ? • Concernant les rechutes, les considérez-vous comme une étape normale ou comme un échec ? Comment pourrait-on mieux intégrer dans l'accompagnement ?

théoriques évoquées dans l'état de l'art.	approfondir ou un message que vous aimerez transmettre à propos du désistement ?	<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que le développement de compétences, le changement identitaire, l'insertion scolaire ou sociale sont elles des aspects importants pour soutenir ce processus ?
---	--	---

ÉTUDE SUR LE DÉSISTEMENT DES JEUNES EN CONFLIT AVEC LA LOI

VOTRE EXPERTISE COMPTE!



01. Objectif de l'étude

Dans le cadre de mon Travail de Fin d'Etudes en master en criminologie à finalité interpersonnelle, je mène une recherche sur le processus de désistement des jeunes en conflit avec la loi.

Cette étude a pour objectif de mieux comprendre :

- Les perceptions et définitions que les professionnels donnent au processus de désistement.
- La manière dont ils perçoivent les jeunes qu'ils accompagnent.
- Les pratiques et approches spécifiques qu'ils mobilisent pour soutenir ces jeunes dans leur parcours.

Cibles de l'étude :

- Les jeunes mineurs en conflit avec la loi, spécifiquement ceux ayant des **parcours persistants**, accompagnés par différents professionnels dans leur processus de désistement.

À qui s'adresse cette étude ?

- L'étude s'adresse aux **professionnels** intervenant dans l'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi, tels que : juges des la jeunesse, délégués des services de protection de la jeunesse, éducateurs spécialisés, assistants sociaux, psychologues, ...

02. Pourquoi participer ?

Votre contribution est essentielle pour enrichir la réflexion académique :

- Vous êtes **acteur clé** dans l'accompagnement des jeunes en conflit avec la loi ;
- Vous apporterez une **vision unique**, basée sur votre expérience et vos observations ;
- Vous aiderez à **mieux comprendre** comment des profils variés de professionnels perçoivent les jeunes et leurs trajectoires.

03. Votre participation

Format : entretien semi-directifs (en présentiel dans le service/insitution ou en visio)

Durée : 60 à 90 min d'entretien (présentation, questions informelles, guide d'entretien, clôture, etc...)

Calendrier : entretiens prévus en **février-mars 2025**

Confidentialité garantie : les données recueillis seront **anonymisées**.

04. Contactez-moi !

SALHI BELKACEM Nora
Étudiante en master 2 Criminologie



nora.salhibelkacem@student.uliege.be







0470827003



Justifications des choix institutionnels

Le tableau ci-dessous présente les justifications des choix institutionnels retenus dans le cadre de cette recherche. Il vise à expliciter la logique comparative entre deux types d'interventions : l'intervention judiciaire, centrée sur le contrôle, le respect des mesures et le cadre légal ; et l'intervention éducative et restauratrice, davantage axée sur le soutien psychologique, social, identitaire et réparatrice. Ce choix permet de croiser des pratiques issues de logiques différentes d'accompagnement, afin de mieux comprendre comment le désistement assisté peut être pensé et mis en œuvre dans des contextes institutionnels contrastés.

Approche d'intervention	Services/institutions	Actions
Intervention judiciaire	Tribunal de la jeunesse (4 ) SPJ (Service de protection de la jeunesse) (2 ) CCMD (Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis) (3 )	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Garantir le respect des décisions judiciaires en encadrant les jeunes dans un cadre structurant visant à prévenir la récidive. ✚ Déterminer, en fonction de la situation du jeune, les mesures applicables, influençant ainsi le cadre légal du désistement. ✚ Assurer un suivi des mesures judiciaires, accompagner leur mise en œuvre et proposer des alternatives à la détention. ✚ Assurent un équilibre entre contrôle et soutien (Laub & Sampson, 2003)
Ces services agissent dans une logique de contrôle et de responsabilisation (Laub & Sampson, 2003), considérant que l'encadrement institutionnel peut être un levier de changement.		
Intervention éducative et restaurative :	SARE (Service d'Actions Restauratrices et Éducatives) (3 )	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Fourmir un accompagnement éducatif, social et psychologique visant à soutenir la sortie durable de la délinquance. ✚ Contribuer à la reconstruction identitaire par une présence attentive et structurante. ✚ Le changement cognitif et identitaire est essentiel au désistement (Paternoster & Bushway, 2009). Mais aussi, la gestion des troubles psychologiques peut limiter le risque de récidive (F.-Dufour, 2018).
Cette approche s'appuie sur l'idée que le soutien social, l'éducation et les opportunités externes sont des catalyseurs du désistement (Giordano & al., 2002 ; Barry, 2020). Elle s'inscrit dans une vision du désistement comme un processus actif nécessitant des « turning points » et des « hooks for change » pour amorcer un changement identitaire.		